

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 21 NOVEMBRE 1979 - N°998

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

L'UNITE DES ALSTHOMIEN : OUI, MAIS POUR GAGNER

56^e jour ! La grève commence à leur faire mal, aux patrons de l'Alsthom. Une telle combativité ne s'était pas vue depuis fort longtemps. Depuis le début de la lutte, les Alsthomiens n'ont cessé de marquer des points. La formidable détermination dont ils font preuve a fait échouer tous les calculs de la direction du trust, et du pouvoir. Car n'en doutons pas un seul instant, il y a déjà belle lurette que «l'affaire» est directement traitée «au plus haut niveau». Non seulement les différentes manœuvres ne sont pas venues à bout des grévistes, mais ceux-ci ont accumulé des forces nouvelles au long de ces (presque) deux mois de grève.

Dire que le potentiel de lutte est intact serait inexact. 56 jours sans salaire, ça commence à peser, il reste cependant que le mouvement est solide, qu'il possède suffisamment de ressort pour tenir encore le temps qu'il faudra. Plus d'un a d'ailleurs été surpris par cette farouche volonté de lutte.

La bourgeoisie est très ennuyée par cette grève. Son caractère de «test national» est devenu évident pour tout le monde. Aussi doit-elle agir avec prudence. Les flics sont intervenus à St-Ouen. Rien à faire, le travail n'a pas repris. Mieux encore, cette agression a resserré dans une certaine mesure les rangs des grévistes et de la population autour d'eux. A Belfort, ils n'ont pas encore osé les faire débarquer, leurs CRS. Mais la grève dure et les capitalistes se font pressants. Le pouvoir est hésitant : le pourrissement ne semble pas facile à obtenir ; d'un autre côté, une intervention massive des flics, dans le contexte actuel, risque de faire l'effet contraire à celui recherché. Par ailleurs, céder, même partiellement, c'est courir le risque d'un «effet tâche d'huile».

Cette situation est réjouissante pour les travailleurs. Ils tiennent bon ; ils ont un rapport de forces favorable. Leur cohésion, leur détermination, leur esprit d'offensive en sont la base. Aussi, est-on surpris d'entendre, dans la bouche de quelques chefs syndicalistes, des propos pour le moins défaitistes ; d'ailleurs, en large désaccord, semble-t-il, avec bon nombre de militants. C'est ainsi qu'une secrétaire de l'UL CGT de St-Ouen expliquait récemment à une assemblée générale — pourtant très largement favorable à la poursuite de la grève — que l'essentiel était de «rentrer tous unis». Il n'a fort heureusement pas été suivi. A Belfort aussi, on assiste à des faits surprenants : la direction de la CGT annonce, à grand renfort de publicité, qu'elle a découvert des explosifs et des cocktails molotov à l'intérieur de l'usine. Et de se lancer dans l'amalgame à l'encontre de «tous ceux qui prônent la violence et les moyens d'action étrangers au mouvement syndical». Ceci au moment précis où, d'une part, les rumeurs d'intervention grossissent et où, d'autre part, les grévistes les plus combattifs dans les piquets commencent à s'organiser et précisent leurs critiques sur la manière dont la lutte est dirigée. Il est des «découvertes» qui tombent fort à propos.

On ne peut s'empêcher de poser quelques questions : que signifie cette attitude ? Que cherchent ces leaders syndicaux, par ailleurs tous membres responsables du PCF ? La lutte des travailleurs de l'Alsthom ne les intéresse-t-elle que dans certaines limites ? Ont-ils décidé que les choses étaient allées suffisamment loin et qu'il convient d'en terminer, revendications satisfaites ou pas ? Si c'est le cas, il sera nécessaire, pour gagner les revendications, de contraindre ces gens-là à respecter la volonté largement majoritaire des travailleurs en lutte ; en prenant les moyens pour cela.

Suite de l'éditorial en page 3

ALSTHOM ST-OUEN

Après une nouvelle intervention policière

Les grévistes ne se laissent pas intimider

Exclusif

Paul Vieille, économiste, dit au *Quotidien du Peuple* ce qu'il a vu en Iran

Alors que la direction envoyait une nouvelle fois les flics lundi après-midi, les travailleurs prenaient des initiatives pour faire échec à cette manœuvre d'intimidation. Mardi matin, après une assemblée générale, ils décidaient une grève sur le tas, avec piquets pour empêcher toute circulation de matériel.

LIRE EN PAGE 3

DIALOGUE !

Cette semaine, comme tous les ans, monsieur Stoléro nous invite, à la télévision, à «dialoguer» avec les travailleurs immigrés.

Hark Dimanche, sa femme et ses cinq enfants vivent à Beaucarre. Hark travaillait depuis 17 ans à l'usine Provence - Préfabrication. Avec tous les ouvriers de l'entreprise, il vient d'être licencié. La police de monsieur Bonnet, toujours prête à promouvoir le dialogue, veut l'expulser.

Des dizaines de milliers d'immigrés, dans quelques jours, sont menacés de la même mesure : messieurs Bonnet et Stoléro ont préparé à cet effet des lois qui vont être soumises au vote de l'assemblée nationale les 27 et 28 novembre.

Dans son slogan, Stoléro a oublié une précision : dialoguons avec les travailleurs immigrés... s'il en reste !



LIRE EN PAGES 10 ET 11

Dans notre édition de fin de semaine
UN DOSSIER SPECIAL
1000 *quotidien du peuple*

**POUR MAINTENIR
LE QdP,
DES MAINTENANT
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ
UN ABONNEMENT**

**4 MOIS : 100 F
(abonnement
renouvelable)**

EN CADEAU



Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)



Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.



Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine réalisées par la délégation du CC du PCR ml



Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date:

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple pour la somme de 30 F.

**Saint-Etienne : 13^e Congrès
de l'Union des Métaux Loire-Haute-Loire CFDT**

**«REVENIR A UN SYNDICALISME
DE BASE, AU PLUS PRES
DES TRAVAILLEURS»**

L'Union Métaux CFDT Loire-Haute-Loire vient de tenir son 13^e congrès à St-Etienne. Ce sont 22 syndicats métaux qui ont confronté leurs bilans et repensé collectivement le fonctionnement et les perspectives de leur union syndicale, importante pour l'enjeu qu'elle représente comme structure de la FGM CFDT au sein de l'Union Régionale Rhône-Alpes.

Même si le rapport d'orientation faisait volontairement l'impasse de toute réflexion sur l'interprofessionnel, les travaux (suivis avec attention par Roger Bonneville de l'UD de la Loire) posaient en fait le problème politique des rapports Métaux-Région. D'une part, lorsque l'Union Métaux a revendiqué pour elle-même et son bureau d'être « plus étroitement associée à la vie de l'UD-Loire », d'autre part, lorsque l'Union Métaux a constaté qu'elle n'avait « pas eu de prise réelle sur certains conflits de la Métallurgie » (à commencer par Manufrance) et enfin par la teneur même des propositions d'actions et constats politiques effectués dans le

congrès. A ce niveau, il apparaît plus que des nuances entre certains militants de St-Etienne et du Gier et d'autres du Roannais et de l'Yssingelais (partie de la Haute-Loire concernée par cette Union Métaux interdépartementale). Sans généraliser hâtivement, on a pu constater chez ces derniers un bien plus grand écho des thèmes et de la logique syndicale FGM, que des analyses de l'URI CFDT Rhône-Alpes... Il n'en demeure pas moins que l'insertion des Métaux CFDT dans les débats et la pratique interprofessionnels en vigueur dans la Loire a amené un ton autocritique et une recherche franche des moyens de remobilisation des métallos qu'on ne retrouve pas dans tous les secteurs de la FGM, loin de là ! C'est, à coup sûr, un élément positif. Encore faudra-t-il qu'une pratique effectivement « au plus près des travailleurs » ressorte de ce congrès, avec au bout un peu plus de succès que les délégués n'ont pu en décompter cette fois-ci...

Correspondant ST-ETIENNE

► Comment le Congrès analyse-t-il la situation des luttes, dans la Loire et le pays d'Yssingaux, aujourd'hui ?

► Et quelles conséquences en tirez-vous sur le fonctionnement syndical, et les problèmes de syndicalisation actuels ?

Quelle réflexion en tirez-vous pour aujourd'hui ?

c'est la CGT qui s'est ralliée aux propositions CFDT et que si on se plante, ce sera la démonstration que la CGT avait raison...

La situation des luttes n'est pas à la hauteur qu'elle devrait. Pourtant on avait un accord métaux CGT-CFDT localement, avant l'accord interconfédéral. On avait enclenché une dynamique du genre de celle de novembre 1978 (avant les journées « la Loire veut vivre »), avec des revendications et des moyens d'action discutés depuis les boîtes... Le niveau d'action n'a pas été ce qu'on souhaitait ! Ça tient à la crise qui percute les travailleurs. Et on a aussi des militants sur qui les résultats de 78 pèsent encore ; c'est incontestable. Il y a une pesanteur dans la prise en charge des revendications. Il y a un problème de pratique syndicale. On a trop « politisé » notre action, au détriment de l'action syndicale à la base, notamment par rapport aux législatives. Après la lancée de 1968, on a un peu glissé vers des objectifs en rapport avec les élections. Les militants y croyaient, même si on disait : « les partis politiques de gauche ne posent pas les vrais problèmes des travailleurs dans les boîtes ». C'est aussi notre responsabilité...

On revient à une pratique syndicale qui insiste sur la discussion avec les adhérents. L'avantage qu'ils ont, ce n'est pas de payer un timbre, c'est de pouvoir discuter avec l'organisation syndicale, d'être informé avant les autres, de voir leur avis pris en compte. Il y va de l'avenir du syndicalisme...

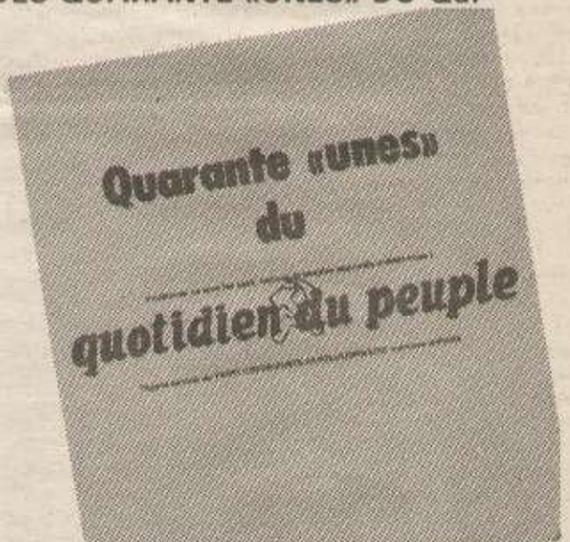
Le 20 février, c'était la meilleure et la pire des choses. On a été prisonniers du succès : 50 000 à 60 000 personnes dans la rue. Il fallait faire fort pour aller au-delà. Les divergences sur le 23 mars sont arrivées là-dessus. On a eu un creux pratiquement jusqu'au retour des congés. Ce qui est clair aujourd'hui c'est que ni la CGT ni la CFDT ne peuvent agir seules. Il faut enrichir l'unité d'action nécessaire mais conflictuelle, de la volonté des militants de l'une ou de l'autre organisation d'aller à la bagarre. Mais pour cela, nous, CFDT, devons être en capacité de propositions. Alors ce sont les travailleurs qui, comme dit Sainjon des métaux CGT, « jugeront dans l'action qui est sur des positions de classe » !

Et c'est parce qu'on aura le rapport de forces dans les entreprises que l'on obligera la chambre patronale à négocier sur les salaires notamment. Mais ce n'est pas parce qu'on aura été devant la chambre patronale pour trouver les grilles fermées et quatre dactylos dedans. C'est parce que, dans les boîtes où on est, on aura donné l'entraînement de l'action et arraché des résultats qu'on contraindra l'Association syndicale patronale de la métallurgie de la Loire à négocier, notamment sur les minima garantis (avec priorité aux bas salaires et pas de pourcentages !). Là-dessus, ça évolue mais il y aura encore des pesanteurs dans l'organisation ».

Malheureusement aujourd'hui, nos militants sont un peu frileux dans l'unité d'action, alors que

**Propos recueillis
le 16/11/1979
par notre corres.
SAINT-ETIENNE**

**COMMANDEZ LE COFFRET
DES QUARANTE «UNES» DU QdP**



Passez vos commandes au
Quotidien du Peuple
Prix : 50 francs + port

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Comptes N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et puis, paradoxalement, on pourrait dire que le pire cadeau que nous a fait le patronat, c'est d'avoir accordé des locaux syndicaux : on a trop de militants qui se contentent de faire l'action syndicale... dans les locaux syndicaux. Il faut revenir à une pratique syndicale de base, se confronter aux travailleurs...

Mais heureusement, on est en train d'y revenir ! On est au bout de notre « traversée du désert ». C'est là-dessus qu'insiste notre Congrès.

C'est pour cela qu'on met l'accent non pas sur les « grandes messes » mais sur le débat et l'action au niveau des boîtes : le 21 novembre ; il y a une action unitaire CGT-CFDT métallurgie où, pour nous, ce qui compte c'est débattre le 21 sur la suite à donner, obtenir une prise de conscience sur les moyens de faire aboutir les revendications.

► Dans le rapport, on regrette à juste titre que le 20 février 1979 (« La Loire veut vivre ») n'ait eu aucune suite.

Alsthom St-Ouen : nouvelle agression contre les travailleurs

L'USINE DES SIGNAUX RÉINVESTIE

Après l'avoir décidé unanimement, les travailleurs d'Alsthom Saint-Ouen, lundi matin, 3 jours après leur expulsion par les flics sont rentrés à nouveau dans leur usine pour y continuer la grève totale (Cf. QdP d'hier). Cette décision, preuve d'une combativité encore plus grande après 5 semaines de lutte n'a pas plus à la direction qui a envoyé, lundi après-midi, une nouvelle fois ses flics contre les grévistes.

Il était environ 15 h 30 : les quelques 200 grévistes du matin, dont le nombre avait grossi à ce moment là, poursuivaient la garde des entrées de l'usine commencée à 7 h 30. C'est alors que, surgissant des rues adjacentes, plusieurs cars de CRS firent irruption autour de l'Alsthom, tandis qu'un bulldozer rentrait carrément dans les barrières installées à l'entrée des Bateliers et dans les grévistes installés derrière elles. Les CRS faisaient également irruption, parallèlement à l'engin, dans la cour de l'usine. Après cette rapide agression, les CRS se retiraient.

UNE VENGEANCE DE LA DIRECTION

Un certain nombre de travailleurs — qui, nullement intimidés, remettaient les barrières en place — voyaient dans cette courte mais violente escarmouche une exaspération et une vengeance de la

direction contre les grévistes, car ceux-ci ne se sont pas précipités sur le chemin de la reprise du travail lundi matin. C'était pourtant le calcul de la direction le week-end dernier en faisant un geste de «bonne volonté» : le retrait des forces de police de l'usine dans la nuit de vendredi à samedi.

Suite à l'échec de ce calcul, la direction espérait, en agissant de façon particulièrement brutale, lundi après-midi, ébranler une partie des grévistes. Une chose en tout cas est sûre : cette nouvelle intervention des flics a eu pour effet de durcir le mouvement, durant un moment du moins.

Les grévistes, éclatant de colère, décidaient peu après 4 heures de faire «s'impatenter à l'intérieur» ceux qui étaient au travail, cadres et petits chefs, zélés pour les faire trimer habituellement, et hostiles au mouvement de grève actuel.

A l'heure de la sortie, des barrières s'accumulaient notamment à la porte «côté mairie» obligeant les voitures à ralentir puis finalement à s'arrêter, créant ainsi un immense embouteillage.

DES JAUNES NOTOIRES FONT LE COUP DE POING CONTRE DES GREVISTES

Si les employés de bureau se contentaient de sortir de l'usine sans rien dire, entre deux rangées de travailleurs et sous leurs rires goguenards, il n'en était pas de même de quelques antigrevistes notoires qui se retrouvaient «bloqués» et qui tentaient de se rebiffer contre l'attente qui leur était imposée. L'un d'eux, sorti de la chaudronnerie, crachait au visage d'un photographe et tentait de le renverser avec sa moto. Il n'insistait tout de même pas trop.

Les grévistes, la plupart du temps d'ailleurs, n'avaient pas à intervenir contre ces non-grévistes particulièrement zélés, sauf un peu plus tard quand un camion essaya de se frayer un passage en fonçant contre le piquet de grève. Il se retrouvera finalement interdit de sortie.

AUX SIGNAUX : DURCISSEMENT

Les grévistes, vers 17 heures, décidaient de laisser partir tout le monde ; certains n'oublièrent pas de préciser, au passage, à certains jaunes : «Peut-être que demain vous ne pourrez pas rentrer !» Derrière un ton humoristique apparaissait une volonté évidente de durcir le mouvement. On discutait beaucoup à ce propos dans des petits groupes de travailleurs de l'Alsthom-Signaux. Lundi après-midi ceux-ci avaient complètement réinvesti leur atelier en ne laissant entrer ou sortir ni personnel ni matériel.

Richard FEUILLET

DERNIERE MINUTE

Mardi matin, on apprenait que deux ouvriers de l'Alsthom-Signaux qui faisaient partie de la majorité ayant voté pour le réinvestissement de leurs locaux, avaient été arrêtés par la police. Alors, semble-t-il, qu'ils étaient dans la rue, selon des grévistes, ils ont été amenés au Commissariat par la police. Mardi matin, ils n'étaient toujours pas relâchés, toujours selon les grévistes.

SUITE DE L'EDITORIAL

Car il existe plusieurs manières de comprendre l'unité ! S'il faut, pour «préserver l'unité», rallier aux positions les plus en arrière, jusqu'à «rentrer tous unis», sans rien mais «la tête haute», pas d'accord ! De cette unité-là, on n'en veut pas ! L'unité qu'il faut, c'est celle fondée sur une solide dynamique, c'est l'unité pour lutter, l'unité pour gagner. Quand on parle de l'unité, il faut toujours se demander : oui, mais pour quoi faire ?

Et que l'on ne nous raconte pas d'histoires : la grande majorité des Alsthomiens veut continuer jusqu'à satisfaction des revendications. Ils l'ont signifié de la manière la plus nette qui soit à plusieurs reprises. Il leur appartient donc, dans le contexte actuel, et tout particulièrement aux plus déterminés d'entre-eux, d'être extrêmement vigilants et fermes pour imposer leur volonté, leurs décisions majoritaires.

Gérard PRIVAT

Contre les lois de divisions, Tous dans la rue vendredi à Lyon

Non aux lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro
Travailleurs français, travailleurs immigrés
mêmes droits

MANIFESTONS
LE VENDREDI 23 NOVEMBRE 1979
RASSEMBLEMENT PLACE DU PONT 17 H 30

A l'appel de nombreuses organisations dont l'UD-CFDT, la CSF, la CSCV, des organisations de travailleurs immigrés, des centres sociaux, le PCRml, le PSU... etc.

INFORMATIONS GENERALES

LA MORT SUR LE CHEMIN DE L'ECOLE

La mort à 16 ans. La mort horrible sur le chemin de l'école. Un drame qui révolte.

Argenteuil : rue Victor-Puiseux, un lycée d'Enseignement Professionnel. Il est 8 h. 25 ce lundi matin. Les lycéens se rendent à leur établissement. Dans le quartier, trois autres établissements scolaires accueillent les jeunes d'Argenteuil. A proximité du LEP, un chantier vient d'être ouvert. Dans la rue étroite qui longe le lycée, empruntée par les élèves, par les parents, des enseignants qui se frayent un chemin sur les trottoirs encombrés et boueux pour se rendre à l'école maternelle, à l'école primaire, au CES, au lycée...

Il est 8 h. 25 ce lundi matin. Sylvie Langeron, seize ans, se rend à son lycée. Une pelle mécanique est en action et ouvre une tranchée. Soudain, elle heurte deux énormes plaques de fer, servant à étayer la tranchée. Les deux plaques glissent. Sylvie est à côté, elles l'écrasent. Tuée sur le coup. La mort horrible à seize ans. Par la chute de deux

énormes plaques métalliques, entreposées sur un chantier dans une rue étroite d'Argenteuil, à proximité de quatre établissements scolaires.

MALGRÉ PLUSIEURS DEMANDES...

Il y a quelques jours, la Directrice de l'école maternelle avait demandé au Commissariat de police d'envoyer un agent à la porte de l'école. Impossible, il n'y a pas assez d'effectifs, lui a-t-on répondu.

Il y en avait pourtant plusieurs centaines pour faire évacuer l'usine Dassault occupée par ses travailleurs à la fin de la semaine dernière. Des effectifs de plusieurs centaines pour faire respecter l'ordre du pouvoir, pour bafouer le droit de grève... et pas d'effectifs quelques jours plus tard pour assurer la sécurité de centaines de jeunes élèves !

Les parents d'élèves également avaient alerté la mairie devant l'avancement du chantier et les risques d'accident. Un ingénieur des services techniques de

la mairie avait recommandé de cesser les travaux aux heures d'entrée et de sortie des écoles. Pourtant, à 8 h 25, ce lundi matin...

Dès le drame connu, pour les lycéens d'Argenteuil, c'est la colère. Ils manifestent à quelques centaines devant le commissariat central d'Argenteuil. Ils s'étaient rendus auparavant à la mairie. Le maire leur avait expliqué qu'un arrêté municipal avait été pris pour interdire la circulation des voitures. Mais qu'il incombait à l'entreprise responsable du chantier, les «Paveurs limousins», de baliser les travaux. Et que c'était à la police de faire respecter cet arrêté. Quoi qu'il en soit, Sylvie est maintenant morte. A cause de l'insécurité.

Un autre accident mortel vient à l'esprit. Jeudi 18 octobre, dans une école du 15^e à Paris, Laurent Chevalier, neuf ans, joue dans la cour de récréation. Au milieu de celle-ci, sur un camion, est entreposé un treuil mécanique. Soudain, le bras de l'engin lâche et s'abat sur la tête

de Laurent. Une autre mort horrible. Une maigre palissade séparait le chantier de la cour de l'école. Mais le chantier n'a été ouvert qu'à la rentrée scolaire, et pourtant durant toutes les vacances, alors que les crédits étaient débouqués, aucun travail n'a été entrepris. L'insécurité...

Dans notre édition d'hier, nous avons signalé les «dangers certains» dans une école maternelle au 94 de la rue des Couronnes à Paris, où 240 enfants étudient dans une école «à risques». Et ce ne sont pas là des faits isolés : la liste des écoles ou crèches «dangereuses» ou à proximité d'endroits dangereux est trop longue pour être tolérée. Dans de nombreux quartiers, parents et enseignants se mobilisent. Objectif : la sécurité dans et autour des écoles. Pour que des Laurent, des Sylvie ne meurent pas, écrasés par des engins de chantier ou des plaques de coffrage, pour que le chemin de l'école ne soit pas le chemin de la mort.

Michel BERTEL

● Grève des instituteurs pour leur indemnité de logement

Beaucoup d'enfants ne sont pas allés à l'école lundi et mardi, et feront de même mercredi et jeudi : à l'appel du SNI, une grève tournante, arrondissement par arrondissement de Paris, est à l'origine de ce fait.

Le tract d'appel du SNI-PEGC indique en effet : «L'instituteur est légalement un fonctionnaire logé. Lorsque la commune où il exerce ne peut lui assurer ce logement, elle lui doit une indemnité compensatrice. Or non seulement la Ville de Paris ne fait pas d'efforts pour loger les enseignants, mais de surcroît, elle leur verse une indemnité dont le taux est dérisoire par rapport aux montants des loyers».

L'indemnité n'a été relevée en effet que de 12,5% au lieu des 23,8% prévus par le Conseil de Paris. D'où grogne des instituteurs parisiens qui revendiquent l'augmentation de 23% décidée par la Ville et l'ouverture de négociations pour un alignement futur de leur indemnité sur le «loyer d'un ILN trois pièces».

● Reims : pétitions passées à la loupe

«Il m'a été adressé un certain nombre de pétitions contre l'autoritarisme et il me semble, sur l'un de ces documents avoir lu votre nom. Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir s'il s'agit d'une contre-façon». Cette lettre, c'est le recteur de l'académie de Reims, Jean-Louis Boursin, qui l'a envoyée à un certain nombre d'enseignants, coupables d'avoir signé une pétition du SNI après le déplacement disciplinaire d'une enseignante. Sanctionnée pour «abandon de poste» un jour de grève, alors qu'elle accompagnait une délégation ! Les enseignants seraient-ils interdits de pétition, du moins dans l'académie de Reims ?

MITTERRAND - CHIRAC MAIN DANS LA MAIN ?

Le PS ne se situe-t-il pas, aujourd'hui, plus près du RPR que du PCF ? Une alliance entre le mouvement de Chirac et le parti de Mitterrand n'est-elle pas envisageable ? Pour saugrenue qu'elles puissent paraître, ces questions existent. Elles ont même constitué une bonne partie du club de la presse d'Europe 1, qui accueillait dimanche dernier Mitterrand. Pour corser les choses, «le Matin» publiait lundi et mardi un texte de... Charles Pasqua, l'ancien bras droit de Chirac. On y voyait dénoncé, entre autre, «l'instauration d'un nouvel ordre économique multinational», ou encore «le double langage du pouvoir». Le Matin «chapeaute» ces articles en précisant «qu'ils laissent entrevoir qu'entre les socialistes et le RPR il y a certaines convergences». Diable ! Serions-nous à un grand tournant de la politique bourgeoise dans notre pays ? Evidemment pas. Nous en sommes seulement au nième épisode d'une pré-campagne électorale dont nous n'avons pas fini d'entendre parler. Pourquoi le chiraquien Pasqua écrit-il dans le Matin socialisant ? Parce que le fait de s'exprimer dans un journal d'opposition donne plus de poids aux velléités de démarcation du RPR, et aussi parce que ce dernier ne renonce pas à conquérir quelques voix à gauche. Pourquoi le journal proche de Rocard ouvre-t-il ces colonnes au RPR, allant même jusqu'à souligner les «convergences» ? Parce qu'il n'est pas mauvais pour le PS de rappeler au PCF aujourd'hui sa position de parti-charnière, susceptible éventuellement de condamner ce dernier à une opposition sans issue possible. Et pourquoi les commentateurs aux ordres se complaisent-ils à insister sur ces fameuses convergences ? Parce que Giscard a tout intérêt à donner du RPR l'image d'un parti prêt à s'allier avec le diable, tellement sa volonté d'opposition est grande.

On l'aura vu, tout ces petits calculs s'annulent d'eux-mêmes, et personne n'a intérêt à pousser trop loin dans ce sens. Ni le PS qui n'a d'issue électorale en 1981 que par l'union avec le PCF. Ni le RPR, dont la seule chance réside dans une critique circonscrite au sein de la majorité. Ni Giscard, qui entend se réserver le thème du consensus pour lui seul.

L'idée de véritables convergences PS-RPR n'aura duré que quelques jours. Mais rassurez-vous, d'autres ballons seront lancés. Ne parle-t-on pas déjà, au PS, des «collusions» entre Marchais et Giscard ? Et après Chirac-Mitterrand, Marchais-Giscard, Giscard-Mitterrand, Chirac-Marchais, on «re» découvrira les convergences Mitterrand-Marchais et Giscard-Chirac.

N.D.

Nouvelle atteinte au droit de grève à la télévision

Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, vient de compléter par une circulaire envoyée aux PDG des sociétés de télévision la loi restreignant le droit de grève à la télévision. Cette loi, votée en juin dernier, oblige le personnel à assurer «un service normal» et prévoit des réquisitions en cas d'insuffisance du personnel pour assurer ce service. Lecat revient à la charge : «Les opérations concourant à la diffusion continue des divers éléments du programme doivent être assurées sans aucune restriction quant à la nature, au contenu, à la durée, à la source ou aux conditions de réalisation de ceux-ci». Il précise que «ces dispositions s'appliquent en particulier aux émissions réalisées en direct ainsi qu'aux écrans publicitaires !» Voilà le programme étendu aux spots publicitaires ! En dépit des réserves émises par le conseil constitutionnel le 27 juillet dernier, Lecat insiste par ailleurs sur les réquisitions de personnel.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Plan du grand Sud-Ouest BEAUCOUP DE FLOU SUR L'EMPLOI

Les crédits débloqués par l'Etat pour le financement du plan du grand Sud-Ouest sont au total de 30 milliards de F d'ici 1990. On retiendra surtout qu'une part appréciable des sommes ainsi attribuées arrivent à point pour les présidentielles de 1981 et les législatives de 1983. Les emplois dont la création est annoncée ne couvriront qu'une part minime du chômage, dont le taux est particulièrement élevé sur la région.

Pour 1980, un milliard de crédits supplémentaires sont prévus, et 15 milliards d'ici 1985. Ces crédits ne comprennent pas les sommes qui pourraient être attribuées à la région par le Fonds européen de développement régional, organisme communautaire. Il s'agit bien là d'une augmentation relativement importante (le financement de l'Etat s'accroît de 50 %), mais qui doit être relativisée par le fait que ce montant est réparti sur trois régions (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon) qui regroupent 18 départements : chacun d'eux aura donc droit en moyenne pour l'année à venir à un peu plus de 50 millions.

Ces crédits seront affectés essentiellement aux projets suivants :

- une prospection par la compagnie nationale Elf-Aquitaine, qui va chercher du pétrole dans la région ;

- à défaut d'improbables gisements pétroliers, on a des idées obsédantes, puisque Giscard a réaffirmé l'implantation des deux centrales nucléaires déjà prévues (Golfech et Blaye), ainsi que de deux autres ;

- des investissements créateurs d'emploi seront réalisés, comme l'implantation, qui vient d'être négociée, d'une usine japonaise de cassettes magnétiques qui créerait... 300 emplois. Pas de quoi pavoiser donc ;
- une aide ponctuelle à

certaines branches par le biais du fonds spécial d'adaptation industrielle, pour Albi, Alès, Decazeville et Carmaux. Ces crédits sont destinés à assurer la reconversion de secteurs vieillissants de l'industrie, avec les conséquences que cela implique au niveau des licenciements :

- au niveau de l'agriculture, qui doit devenir, dans l'esprit de l'hôte de l'Elysée, le «pétrole de la France», Giscard devait en préciser l'orientation : élimination des petits paysans faisant de la polyculture, un plan d'irrigation de 250 000 ha de terres sur un laps de temps de

10 ans. Pour tenter de calmer les inquiétudes des viticulteurs à l'approche de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun, Giscard a promis de réclamer à Bruxelles des modifications aux règlements communautaires sur le vin. Un centre d'agronomie sera d'autre part créé à Montpellier.

- le développement des ports pour renforcer leur capacité exportatrice : des efforts seront consentis pour renforcer l'équipement des ports de Bordeaux, Bayonne, Port-Vendres et Sète. Ces projets entrent dans le cadre d'une orientation d'ensemble visant à tourner les activités économiques vers l'exportation, comme en témoignent également les programmes autoroutiers, ferroviaires et aériens.

- enfin, des crédits sont débloqués pour l'Education nationale : une augmentation de 30 % des crédits affectés à ce poste,

avec une attention particulière pour les lycées agricoles.

Ce qui retient l'attention, dans l'ensemble de ce plan, c'est la volonté affirmée de conduire un certain type de modernisation de l'agriculture et de l'industrie, basée sur l'élimination des secteurs jugés non rentables. Il est notamment permis de s'inquiéter des retombées sur l'emploi de ces mesures de restructuration.

C'est ainsi qu'au niveau des créations d'emploi, il n'existe au total que 1 400 emplois créés de façon certaine. Ce qui est très loin de compenser les milliers d'emplois supprimés ces dernières années, et face auxquels les nouvelles promesses ressemblent fort à une goutte d'eau dans la mer.

F.N.



Ce n'est pas le plan de Giscard qui pourra répondre aux inquiétudes qui ont été exprimées lors de sa dernière visite.

Il n'y a pas d'affaire Boulin

Tournet s'est envolé aux Baléares

Tournet, le promoteur inculpé dans l'affaire des terrains de Ramatuelle, «vieux ami» de Boulin à qui il avait cédé deux hectares pour un prix modique, a rejoint son domicile d'Ibiza. Tournet serait parti se reposer après les interrogatoires prolongés auxquels il a eu droit la semaine dernière.

En juin dernier, Tournet, le fondateur de la société fantôme Holi-tour avait été inculpé et incarcéré pendant un mois. A la mi-juillet, le juge d'instruction avait déjà permis à Tournet de se rendre aux Baléares pour y vendre un terrain et payer du même coup la caution de 500 000 F nécessaire à sa libération. Le promoteur

inculpé avait ainsi pu retrouver sa liberté.

En raison sans doute de ses nombreux appuis, voilà que cet ami personnel de la famille Boulin peut à nouveau quitter la France en dépit du maintien de son inculpation. Selon des proches de Tournet, il ne s'agirait pas d'une fuite car l'Espagne extradé sans difficulté vers la France.

Par ailleurs, la défense de Tournet, suspectée d'avoir demandé à ce que Madame Boulin soit entendue comme témoin par le juge d'instruction dément ces rumeurs. L'instruction a récemment confronté Tournet au préfet Robert en poste dans le Var au moment de l'acquisition par Boulin de son terrain de Ramatuelle.

Centrale nucléaire de Plogoff : le ministre fait les questions et les réponses.

56 pages avec photos, 220 000 exemplaires, la plaquette que vient d'éditer le ministère de l'Industrie sur les avantages de la centrale nucléaire de Plogoff sera bientôt dans tous les foyers du Finistère ! Y aurait-il encore des gens à convaincre ? En «25 questions - 25 réponses» bien choisies, le gouvernement veut démontrer que l'électro-nucléaire est sûr, même si des incidents comme celui de Three Mile Island existent. La brochure n'hésite d'ailleurs pas à en parler, on ne peut donc tout à fait lui reprocher cette omission ! «Avantage» particulièrement développé : l'emploi. La centrale ne va-t-elle pas employer 2 000 personnes sur le chantier, avec une sous-traitance locale, pendant 8 ans ? Les communes rurales sans le sou ne vont-elles pas voir tomber 30 millions de francs de taxe professionnelle ? Cela vaut bien 4 tranches de 1 300 MW chacune, d'autant que Plogoff sera une des plus grandes centrales du monde...



Devant le grand hôtel du Lion dans lequel la direction a pris ses quartiers de grève.

Les Alsthomiens de Belfort...



Dufour, directeur d'Alsthom-Atlantique à Belfort, l'homme le plus haï de la ville.



Lors de la marche sur Paris le 26 octobre 1979.



Plus d'une fois depuis le début de la lutte, le face à face avec les flics a failli tourner à l'affrontement.



Un barrage sur la route de Besançon lors de la journée de blocus économique de Belfort, le jeudi 15



Une grève alliant l'humour à la détermination. Ici un réfrigérateur décoré et placé sur la guérite du flic de service place Provis.

Après la reprise à Ducellier

Cette grève, c'est avec celle des Tanneries, la plus importante engagée dans la région depuis longtemps, en tout cas depuis que les « bibis » (Michelin) étaient descendus dans la rue en décembre 1977 contre le travail du samedi : Ducellier, c'est la plus grosse boîte ici après Michelin. Et c'est une grève significative du regain de combativité de la classe ouvrière qui se manifeste actuellement et qui s'était déjà traduit dans les grèves de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique en juin, aux Ateliers de Construction du Centre en septembre, ainsi que dans les multiples débrayages en cours chez Michelin. Partout au cœur des revendications, le refus

du blocage des salaires (qui sont particulièrement bas dans la région) et de l'augmentation des cadences.

Cette grève, c'est aussi la révolte de toute une petite région - le bassin de Brassac-les-Mines, d'où les mines ont disparu - contre l'exploitation forcée d'un patron qui entend profiter à fond de sa situation de quasi-monopole en matière d'emploi dans le bassin pour imposer sans cesse des salaires plus dérisoires (2 200 francs à l'embauche pour les OS 2 avant la grève) et des cadences plus dures.

DES ACQUIS
NON NEGLIGEABLES

Correspondant Clermont-Ferrand

Profitant du transfert de certaines productions dans la nouvelle usine de Grosmenil, Ducellier avait révisé les boni et, par ailleurs, depuis quatre ans, les cadences ont presque doublé dans cette usine sous le couvert désormais classique de « l'enrichissement des tâches ». Comment s'étonner dès lors que Renée, OS 2 qui n'avait pas jusqu'alors participé aux grèves se soit dit : « Cette fois-ci, j'y vais et je tiendrai jusqu'au bout » et elle a tenu, bien que son mari ait lui aussi fait grève, malgré tous les problèmes que cela provoquait avec sa sœur non-gréviste et toute sa famille.

Car ici, c'est par famille entière que les ouvriers travaillent chez Ducellier et c'est au cœur même de ces familles qu'il a fallu endurer les énormes difficultés de huit semaines sans aucun salaire et les durs conflits entre grévistes et non-grévistes.

Car c'est vrai que Ducellier et ses complices de la préfecture de Haute-Loire ont réussi par leur odieux matraquage sur la « perte des marchés » à installer le spectre du chômage dans la tête de nombreux ouvriers. C'est presque uniquement cela qui explique la reprise du travail à l'usine B 2 de Ste-Florine au début de novembre alors que ceux de Grosmenil poursuivaient massivement la grève et l'occupation de leur usine. Cela et peut-être aussi une ancienneté plus grande, des boni moins dérisoires, un encadrement mieux contrôlé par la direction qui a joué insidieuse-

ment son rôle, et enfin, une section CFDT qui semble avoir adopté tout au long de l'action une attitude très défaitiste.

L'acharnement
du patron

Et la direction de Ducellier croyait pouvoir aussi venir à bout de ceux de Grosmenil et n'a rien ménagé pour cela : pourrissement de la grève en affamant les ouvriers bien sûr, mais aussi isolement après la reprise du travail à B 2, chantage au chômage, mais aussi lettres de licenciements semant de surcroît la dissension entre grévistes et non-grévistes, commandos de cadres pour briser l'occupation, et devant leur échec, hordes de flics dont elle espérait que ça porterait le coup de grâce.

Si rarement patron fut aussi implacable, la ténacité des ouvriers de Grosmenil fut plus grande encore. Lorsque les flics eurent envahi l'usine, c'est tout le bassin qui a retenti des sirènes et des tocsins des églises dans la nuit, c'est presque tous les travailleurs du bassin qui vinrent au matin les encercler dans l'usine et manifestèrent au côté des grévistes à travers le bassin avant d'aller troubler en voitures la retraite de Giscard à Chanonat et investir le relais de FR 3 Auvergne à Chamalière. Cette combativité ne se relâchera plus jusqu'à la fin, même si les grévistes savaient ne plus pouvoir tenir longtemps ; et lorsque la direction enfin obligée de négocier

tenta d'escamoter la question centrale des salaires, c'est plusieurs centaines de grévistes en colère qui vinrent directement investir la salle des négociations au cri de « nos 400 F ». C'était mercredi, l'avant-veille seulement du vote pour la reprise du travail.

C'est cette formidable volonté de gagner, d'aller jusqu'au bout face à un patron lui-même décidé à tout pour mettre les travailleurs à genoux et ne rien céder, qui renoue avec les longues traditions de lutte du bassin et qui relie aussi les grévistes de Grosmenil à ceux de la sidérurgie, de l'Alstom et de bien d'autres boîtes en lutte en ce moment même dans des conditions analogues.

Un mouvement
parti de la base

Grosmenil c'est de là qu'est partie la grève, d'abord dans un atelier, puis dans tous, d'abord sans bloquer le travail des quelques non-grévistes, mais seulement le départ des camions, puis devant le mépris de la direction, avec l'occupation totale de l'usine jusqu'à l'intervention des flics dans la nuit du 4 au 5 novembre. Grosmenil, c'était déjà le cœur de la grève qui avait duré trois semaines en 1975 imposant 250 F d'augmentation pour tous. Mais cette grève-ci, plusieurs ouvrières nous l'ont dit, elle a tiré sa force d'être partie de la base et d'une grande volonté de démocratie : tout se décidait en Assemblée générale et « alors

qu'avant dans les AG on écoutait surtout les délégués, là, quand on n'était pas d'accord, on l'a dit. C'est arrivé par exemple mardi dernier : ils nous proposaient une nouvelle manifestation devant l'usine et moi, je trouvais que ça faisait beaucoup de promenades, qu'il fallait envahir la salle des négociations ». Ce fut discuté, pas vraiment décidé... mais ça s'est quand même fait le lendemain, malgré le désaccord de l'AG du 2^e collège (des ETAM) qui se réunissait séparément. Cette volonté de démocratie, elle débouche sur des conseils d'atelier composés de travailleurs syndiqués ou non-syndiqués élus par leurs camarades, qui demeureront en place après la grève.

Quel contenu à
la démocratie ?

Bien sûr, tout n'est pas clair dans la tête de chacun sur ce qu'ils feront. Ainsi, certains ne les voient s'occuper que des problèmes spécifiques à l'atelier et renforcer l'action que peuvent mener les délégués syndicaux à ce sujet, mieux les informer, peut-être aller voir avec eux la direction ; alors que d'autres pensent qu'ils doivent se préoccuper aussi des problèmes de l'ensemble de l'usine. Bien sûr Jacqueline s'est retrouvée élue sans trop savoir pourquoi ni comment, et Fabienne, élue elle aussi, se demande si on est assez mûr pour se lancer là-dedans, mais il faut reconnaître qu'on en a beaucoup parlé dans

les organisations syndicales, de ces conseils d'atelier, et que l'expérience concrète qu'en feront les Ducellier ça peut être important pour bien d'autres travailleurs.

La volonté de démocratie, elle a eu aussi une forme particulière dans l'organisation séparée d'assemblées générales de techniciens et agents de maîtrise qui ont largement participé à la grève et à l'occupation de l'usine, bien qu'ils se soient prononcés au départ contre cette occupation. Ces AG séparées, tout le monde ne les a pas appréciées parmi les ouvrières, certaines d'entre elles auraient aimé que tout le monde décide ensemble. Mais, selon les intéressés, elles ont permis une meilleure discussion et une meilleure participation parmi eux, même si cela posait quelques problèmes de coordination qui ont toujours été résolus par le respect de la décision des ouvriers.

Des carences
sérieuses

Nous avons été frappés par le fait qu'il n'avait été créé aucune structure complémentaire aux Assemblées générales (commissions, groupes de travail). De fait, les ouvrières reconnaissent que les piquets de grève auraient dû être mieux organisés car c'était le plus souvent toujours les mêmes qui y participaient (ce qui n'a pas été le cas dans le 2^e collège). De même, il ne semble pas que des initiatives visant à assurer un large soutien - notamment financier - à leur lutte n'aient été envisagées par les grévistes, hormis les nombreuses manifestations, y compris jusqu'à Clermont-Ferrand, qui n'ont peut-être pas toujours eu l'impact maximum du fait que les travailleurs hors de Ducellier n'en étaient pas informés. Certes, les élus des partis de gauche, les responsables des UD-CGT du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire sont intervenus à plusieurs reprises, parallèlement ou avec les grévistes, pour que les négociations s'ouvrent, pour que les flics évacuent l'usine. Certes les municipalités de gauche ont aidé quelque peu les grévistes à tenir le coup (50 F à 100 F selon les cas par membre de leur famille) mais ne pouvait-on faire plus et mieux ? Pourquoi les travailleurs du Puy-de-Dôme n'ont-ils été informés pratiquement que par La Montagne ou FR 3 Auvergne et non par leur UD-CGT sur le déroulement de cette grève ?

Ce sont ces questions, et sans doute beaucoup d'autres qui sont débattues aujourd'hui à Ducellier. Evidemment, un bilan plus complet de ces huit semaines de grève sera tiré par les travailleurs.

Quand les flics ont envahi l'usine, tout le bassin a retenti des sirènes et du tocsin, dans la nuit.



30^e Congrès CGT de la métallurgie

DES EXIGENCES NOUVELLES

Du 10 au 14 novembre à Nanterre se tenait le 30^e congrès de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT. On peut dire que c'était sans doute le plus important tenu par une Fédération CGT depuis le congrès confédéral de Grenoble. C'est en quelque sorte un banc d'essai pour plusieurs questions : Où en est-on dans la CGT de l'avancée de la démocratie ? De la prise en charge «nervatrice» des problèmes des travailleurs ?

Rencontrant l'un des 800 délégués du congrès, de retour dans son syndicat métaux (de l'une des 10

plus grosses délégations du congrès), nous avons essayé de faire le point à chaud. D'autres réflexions suivront nécessairement ces premiers éléments. D'ores et déjà on peut remarquer que si de nombreux délégués, par leurs exigences et leurs questions, semblent bien prendre le 40^e congrès confédéral au pied de la lettre et s'efforcent de poser les vrais problèmes de l'heure, la fédération a fait par contre l'impasse de nombreux débats cruciaux.

Ni la réflexion sur la période 1976-79 et les causes profondes de la désyndicalisation actuelle, ni la

discussion sur les soit disant «solutions industrielles» n'ont été menées à fond. Quant aux luttes, le congrès les a plus saluées que concrètement mises en mesure de se développer et de se coordonner. Le congrès fini, il y a «du pain sur la planche» pour ceux des délégués métallurgistes CGT soucieux d'un syndicalisme qui prenne enfin à bras le corps les problèmes de la crise, les divisions des travailleurs et les nouvelles formes de lutte et de syndicalisation désormais nécessaires.

S.R.

► *Comment retrouve-t-on certains aspects novateurs, affirmés à Grenoble, dans ce congrès ?*

J'ai d'abord senti la volonté de beaucoup de congressistes de faire appliquer et d'appliquer eux-mêmes la démocratie, en n'ayant pas peur de critiquer la fédération et pour certains refusant de voter avec les mandats des syndicats qu'ils ne connaissent pas ou avec ce qu'ils n'avaient pu discuter au préalable. D'ailleurs cela s'accompagnait d'un souci d'affirmer des attitudes nouvelles dans leur rapport avec les adhérents et les travailleurs au niveau de délégués de pas mal de boîtes. Et puis il y a eu aussi une intervention très écoutée et applaudie des exclus CFDT d'Usinor-Dunkerque, aujourd'hui militants CGT. Ils ont parlé du Comité de défense des libertés démocratiques dans le mouvement syndical et précisé qu'ils voulaient continuer dans la CGT le syndicalisme offensif qu'ils pratiquaient dans leur section CFDT sanctionnée... Un autre point important, c'est que des problèmes concrets du syndicalisme d'entreprise ont pu être au cœur des débats. On a pu avoir ainsi un échange d'expérience sur les premières ripostes

aux nouvelles méthodes patronales (DPO, groupe de travail semi-autonomes, horaires libres, etc.). La question des petites boîtes était très largement discutée, tant sur les moyens d'action propres au syndicat, regroupant des sections de PME, que sur leurs rapports avec certaines grosses boîtes, trop souvent occupées à gérer le Comité d'Entreprise et à élaborer des solutions industrielles (du genre la machine-outil française) plutôt qu'à développer la coordination et le soutien à l'action dans les PME, y compris leurs sous-traitants.

Un point positif nouveau c'est aussi l'accent mis sur le travail en direction des O.S., des hors-statuts, et surtout des femmes, notamment grâce à l'intervention d'une déléguée de la CGEE de Massy...

► *Et au plan des problèmes internationaux, y a-t-il eu des évolutions également ?*

Pour ce qui est des aspects novateurs on a été nombreux à apprécier l'intervention d'une déléguée (cadre à Renault-Billancourt) sur la défense des libertés «pas seulement

au Chili, en RFA». Elle a expliqué devant tout le congrès comment une délégation de Renault UGICT a été en Tchécoslovaquie pour rencontrer la direction de l'entreprise où travaillait le dissident Petr Uhl (signataire de la Charte 77) et a acquis la conviction qu'il était puni pour délit d'opinion !

► *Mais est-ce que tout allait de l'avant dans ce congrès ? Penses-tu que ce congrès répondait à l'attente des militants ?*

Non, côté limites, on peut souligner un courant

sectaire qui considérait l'unité avec la CFDT comme un frein à l'action. Il n'est pas certain même que les interventions de FGM CFDT invitée, mais même de Sainjon et de Krasucki en personne (qui rappelaient tous l'accord interconfédéral) aient convaincu ce courant. Mais ce qui m'a paru le plus insatisfaisant, c'est la discussion sur les fameuses solutions industrielles. Le rapport de Sainjon, secrétaire de la fédération, a souligné que «revendications sociales et solutions industrielles devaient se confondre». A partir de là, il n'a pas pu y

avoir de réelles réflexions du Congrès. On a bien sûr eu droit à des tirades de RVI Vénissieux ou de la GST Courbevoie. Ce n'est pas évident que cela ait pu convaincre ni même intéresser les délégués. Cela a été affirmé, comme ça, c'est tout.

► *C'est donc carrément l'orientation de la CGT qui a posé problème.*

On peut en effet dire qu'il n'y a eu aucun bilan politique sérieux de la période 1976-1979, comme si les éléments fournis à Grenoble pouvaient suffi-

re ! Pourtant on a même pu entendre un délégué de Seine-St-Denis remarquer que c'était dans le département où la gauche était la plus forte que la CGT perdait le plus d'adhérents. La déléguée de Massy a souligné également que des adhérentes se demandaient si les femmes intéressaient la CGT unique ment pour leurs voix ? Quant aux cadres, on a discuté longuement de leur rôle, mais sans remise en cause sérieuse de la place que leur fait le capital.

Mais surtout ce qui a posé problème dans ce congrès, c'est la place des luttes de la métallurgie dans la période. Bien sûr, les travailleurs de l'Alstom, de Merlin-Gérin, de la SNIAS et de Dassault étaient représentés et on a largement évoqué leurs luttes. Mais, à part l'appel du congrès de soutien à l'Alstom, il n'y a rien eu de concret sur le développement de la coordination et du soutien aux luttes, sur une nouvelle dynamique de l'action dans la métallurgie... Cela se traduit aussi par une attitude plutôt défensive sur les libertés syndicales et démocratiques, au point que seule une conférence de presse sur RVI a été prévue. La fédération ainsi, en renvoyant le problème des luttes au niveau des syndicats et de chaque entreprise, nous laisse sur notre faim !



«A part le soutien à l'Alstom, il n'y a rien de concret sur le développement de la coordination des luttes...»

UNE PHYSIONOMIE DU CONGRES EN QUELQUES CHIFFRES

	1976	1979
Jeunes	19,34 %	17,74 %
Immigrés	3,93 %	5,36 %
Retraités	1,81 %	4,40 %
O.P.	59,62 %	48,69 %
O.S.	14,45 %	25,31 %
Employés	5,84 %	6,74 %
I.T.C.	1,06 %	1,38 %

Les délégués ayant adhéré à la CGT avant 1968 représentaient en 36,95 % du congrès.

Ceux des délégués qui avaient adhéré entre 1968 et 1978 représentaient 60,77 %.

Ceux qui ont adhéré dans l'année 1979 représentaient 2,28 %.

Les délégués qui lisent la Vie Ouvrière sont en baisse de 4 % par rapport au congrès de 1976.

2 164 syndicats affiliés à la fédération en 1976 et 2 170 en 1979 par contre le nombre de voix que représentent ces syndicats au congrès a chuté énormément : de 308 767 voix en 1976 à 220 473 voix en 1979, ce qui représente une perte de 88 294 adhérents.

Les 7 premières délégations au congrès : (en nombre de syndicats représentés) : 1 - Hauts-De-Seine ; 2 - Seine-Saint-Denis ; 3 - Isère ; 4 - Rhône ; 5 - Loire-Atlantique ; 6 - Loire ; 7 - Yvelines.

Foyers Sonacotra

Le Comité de coordination adopte une nouvelle plate-forme revendicative

Le comité de coordination des foyers de travailleurs immigrés en lutte a récemment fait connaître sa nouvelle plate-forme revendicative. Des animateurs du comité ont expliqué qu'il s'agissait d'un recul stratégique.

«En modifiant notre plate-forme revendicative»

PLATEFORME DU COMITE DE COORDINATION

1. Reconnaissance, dans chaque foyer, d'un comité de résidents démocratiquement élu par les seuls résidents. Ce comité, dans sa composition comme dans son fonctionnement, sera totalement indépendant de la société gestionnaire et de toute organisation politique ou syndicale. Tous les résidents auront la possibilité de se regroup-

per dans une structure commune.

2. Remplacement des gérants par de simples chargés de gestion (comptabilité, matériel, personnel) à l'exclusion de toute autre attribution.

3. Elaboration par les résidents d'un nouveau règlement intérieur. Objet : promouvoir une vie tranquille et l'entente fraternelle entre les résidents.

4. Reconnaissance à tous les résidents des li-

explique le comité de coordination «il s'agit d'éviter que le rouleau compresseur se déroule sur les grévistes ce qui aurait pour résultat l'instauration d'une paix des cimetières, pendant des années dans les foyers». Le comité précise que cette nouvelle plate-forme a été adoptée à l'unanimité des foyers qui composent le comité de coordination.

bertés et droits suivants : liberté de visite permanente, liberté de réunion permanente ; la chambre est un domicile privé inviolable ; droit au maintien dans les lieux ; aucune expulsion sans l'accord du comité des résidents et, à défaut, après procédure devant le tribunal d'instance.

5. Arrêt de toutes les procédures (poursuites) judiciaires ou administratives et levée des saisies sur

salaires contre les résidents.

6. Réintégration de tous les résidents expulsés et réouverture des foyers fermés.

7. Retour des camarades expulsés en 1976 (Benomar et Ferreira) et annulation de l'expulsion de Rachid Kanoté.

8. Reprise des paiements au prix de juin 1979 en attendant les résultats des expertises.

REGIONS

«La Sologne : paradis des chasseurs; ses étangs, ses promenades». «Nature, détente, loisirs, nos stations vertes de vacances vous accueillent...»

Voilà ce que proclament de grands panneaux bordant la N 20 et les itinéraires bis qui vont d'Orléans vers le Sud.

Mais essayez de quitter les grands axes, ou tout simplement les aires de pique-nique, vous vous trouverez nez à nez avec un autre type de signalisation agrafée aux troncs d'arbre : *Propriété privée, défense d'entrer, chasse gardée, attention pièges...*

Vous venez d'entrevoir deux aspects de la Sologne :

- Celui de «bison fûté» avec ses aires de repos, pour ceux qui passent et ne s'arrêtent pas ;
- Celui des chasses et des châteaux d'où l'on vous conseille fortement de déguerpir.

Par Paul BREMAILLES

Pas accueillants ces Solognots ? C'est que ceux-là sont d'une espèce bien particulière : directeurs de sociétés, grands et petits patrons d'industrie, du commerce, hauts fonctionnaires... ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les arrondissements de l'Ouest parisien. Tracez un cercle d'un kilomètre de rayon autour de l'Étoile, vous y trouverez les propriétaires du quart des chasses de Sologne.

Plus généralement, on peut dire que Paris est la capitale de la Sologne : les «Parisiens» détiennent 43 % de l'ensemble du territoire cynégétique. Le 16^e arrondissement en détient 45 000 ha. Parmi ces parisiens, les PDG, se taillent la part du lion. On

retrouve : le groupe de l'ex-Prouvost qui règne sur 1 500 ha, les tissus Rodier : 795 ha, les parfums Chanel-Bourgeois : 1 050 ha, les Presses de la Cité : 1 000 ha, Bouygues (Bâtiment Travaux Publics) 450 ha, Sylvain Floirat (Matra) 500 ha, également les huiles Lesieur, jo. Cofinante, etc...

Ceci est le sommet de l'iceberg, car il est souvent difficile de mettre des noms sur ces fameux «grands propriétaires» qui se cachent derrière l'anonymat d'une société civile immobilière ; le système juridique, semble-t-il, le plus approprié pour assurer la gestion des domaines.

Il est ainsi intéressant de s'apercevoir que ces sociétés civiles



immobilières cachent aussi de fameux étrangers : du prince de Monaco à l'émir d'Abou Dhabi (à la Ferté Saint-Aubin) en passant par le sinistre Bokassa. La Sologne plaît beaucoup chez ces gens-là, on se retrouve en «famille», on y fait son trou,... jusqu'au fils d'Estaing, le jeune Henri (22 ans) qui s'est fait élire conseiller général de Montrichard aux dernières cantonales.

DES SYNDICATS TRES PARTICULIERS

Ces grands bourgeois n'hésitent pas à justifier leur domination par le fric, en faisant référence avec des accents lyriques, au labeur «des pionniers qui ont fait la Sologne, secondés par des fermiers et des salariés admirables de courage» !!!

Pour résister aux attaques dont ils sont l'objet de la part d'organisations d'agriculteurs, de certains maires, de l'opinion publique... ils ont constitué leurs syndicats : le plus connu est le «Comité central agricole de la Sologne» créé par les fameux «pionniers». Les plus conservateurs d'entre-eux se retrouvent au sein d'un comité d'action : on se réunit parfois, à la manière des chouans dans quelque château retiré (voir l'encadré sur l'épisode de la fondation Sologne). C'est chez eux surtout que se

trouvent les poseurs de barrières, de ces centaines de kilomètres de clôture qui interdisent l'accès des chemins communaux et des domaines au simple promeneur.

LE ROI FAISAN ET LES SERFS

L'empressement des bourgeois à étendre leurs domaines fait qu'un hectare de bois et de bruyère en Sologne a atteint depuis plusieurs années, le prix d'un hectare de terre à blé en Beauce. Cette spéculation accélère l'abandon pur et simple de nombreuses exploitations agricoles. Au nom du roi Faisan, on transforme les terres cultivables en exploitations cynégétiques (terme pudique qui signifie que les friches vont envahir les cultures).

Les avantages sont multiples : plus besoin de conserver des fermiers, un salarié sur deux suffit à l'élevage du gibier ; moins d'impôts car on ne justifie plus d'un revenu agricole ; profit assuré en cas de vente ou de location. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes en Sologne : plus la terre est médiocre, moins elle est travaillée, et plus elle se vend cher. En 1976, un domaine de 950 ha comprenant des étangs, landes, bois et friches s'est vendu 15 000 F l'hectare.

VIERZON 110 EXPLOITATIONS EN TROIS ANS

Aussi les fermiers ne sont pas de taille à résister. Une enquête menée, il y a plusieurs années déjà, avait montré que dans le canton de Vierzon, entre 1967 et 1970, on a enregistré la perte de 110 exploitations agricoles.

Ce qui représente 1 902 ha de terres cultivables transformés en friches, et offertes au bon plaisir de la bourgeoisie (voir l'encadré : la chasse sur un grand domaine). Cela représente aussi 593 personnes en moins au service de l'agriculture.

Là encore, le discours de Giscard sur la lutte contre les inégalités, le développement harmonieux des régions, n'arrive pas à cacher la réalité de sa politique : défendre les privilèges de sa chasse.

Ils se considèrent les héritiers des grands domaines de sylvikulture constitués au 19^e siècle, lorsque le Second Empire organisa l'ameublement des sols et le reboisement.

A PROPOS DE LA FONDATION SOLOGNE

1973 : un projet de l'administration «Ouvrir la Sologne sans la briser» est lancé, mais comme son nom l'indique il passe inaperçu.

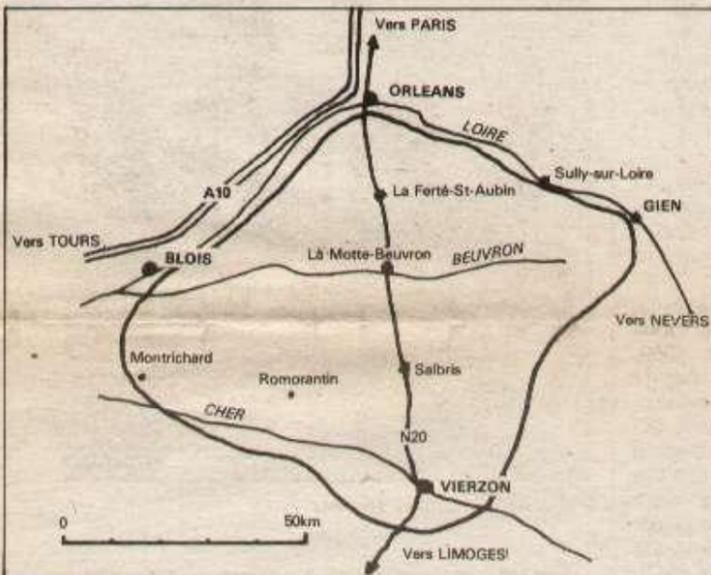
1975 : le préfet de région parle d'un projet ressemblant à «un parc régional», que l'on appellera la Fondation Sologne. Le but est de «créer des réserves ou ventes au public pour que soit sauvegardée la fragile écologie solognote et respectée la nécessaire intégrité des propriétés». L'administration proclame qu'il s'agit de mettre à la disposition des promeneurs du dimanche plus de 5 000 ha.

Le Comité central agricole de la Sologne (regroupant les propriétaires) dénonce la Fondation comme une entreprise d'expropriation et de socialisation.

Or la Fondation n'a pas encore d'existence juridique : il lui faut pour cela une décision du Conseil d'Etat, seul capable de prononcer son utilité publique lui permettant d'acquérir des terrains.

12 octobre 1976 : le Conseil d'Etat rend son verdict : «La Fondation n'a pas d'utilité publique». ...Le comité central agricole de Sologne est présidé par un conseiller d'Etat.

1979 : à ce jour, la Fondation gère 200 ha, les mécènes sont rares. ...on est loin des 5 000 ha annoncés à grand renfort de publicité.



La superficie de la Sologne approche 500 000 ha, le territoire cynégétique couvre 375 000 ha, le nombre des chasses se situe autour de 2 000. D'une manière plus précise, 150 domaines dépassent les 500 ha.

Jour de chasse au château

On a généralement l'image du chasseur battant la plaine et les boqueteaux, accompagné de son chien et qui rentre fourbu le soir, heureux d'avoir tiré quelque perdrix ou lièvre.

Laissons tomber l'imagerie d'Épinal et transportons-nous un dimanche de novembre sur un domaine solognot ; peu importe lequel, le scénario est le même.

Il est 8 heures et depuis quelques temps déjà, les taillis et bois résonnent des cris lancés par plusieurs dizaines de rabatteurs (*). La gent animale surprise, essentiellement composée de faisans d'élevage lâchés la veille par le garde-chasse, se trouve ainsi rabattue sur l'orée du bois.

Et c'est là où le sport commence !

À la vue des premiers volatiles apeurés, une ligne de chasseurs se dresse sur son séant, abandonnant les sièges que s'empressent de plier les domestiques. Un véritable tir de barrage commence et ne s'achèvera qu'au moment où la ligne des rabatteurs fera sa jonction avec les tartarins endimanchés.

Halte au feu ! Le maître des lieux dépêche les rabatteurs dans les fourrés à la recherche des victimes que l'on rassemblera pour dresser un tableau éloquent de l'adresse magistrale des tireurs.

Les compliments, les félicitations s'échangent un moment, puis l'on regagne frileusement l'intérieur capoté des Mercedes, CX ou 604, que les chauffeurs font ronronner doucement un peu plus loin.

L'habile manœuvre se répètera cinq ou six fois dans la journée, jusqu'au retour au château, le soir.

Là, dans la cour, on termine la représentation en dressant le tableau de chasse final. Les invités sont contents, le bourgeois s'est bien amusé, d'utiles relations se sont nouées ou consolidées, de petits services se sont rendus..., ainsi va la politique au fond des forêts solognotes, à l'abri des regards indiscrets.

(*) Personnel recruté à la journée, sur place, parmi les ouvriers, les salariés agricoles, et payé pour sillonner les bois afin de rabattre le gibier. Pour la plupart d'entre eux, c'est une façon de mettre un peu de beurre dans les épinards.



La nature solognote : belle, mais chère.

Azanie (Afrique du Sud) :
au delà de la propagande officielle

L'ODIEUX SYSTEME D'APARTHEID

De passage en France où il participera à une série de meetings sur la situation en Afrique du Sud (mardi à Paris, jeudi à Montpellier, vendredi à Aix-en-Provence), le représentant du Pan African Congress of Azania (PAC) en Europe, a répondu à nos questions. Dans cette interview, il nous explique l'oppression particulière que constitue l'apartheid et la révolte du peuple d'Azanie (Afrique du

Sud). Le PAC tire les leçons des luttes pacifiques des années 60, mène une lutte armée contre le régime raciste. Privé de sa terre, humilié par le système des «pass», le peuple azanien est debout et lutte avec une vigueur nouvelle depuis les événements de Soweto. A la répression qui croît répond l'essor des luttes.

«La situation politique en Azanie (Afrique du Sud) est particulière. Ce sont des colonies de peuplement qui ont été installées sur place par les colons blancs, ce qui fait que les Africains n'ont plus de terres.

Les Africains n'ont aucun droit de propriété sur les terres et n'ont pas le droit d'en acheter. Ils sont parqués soit dans des ghettos particuliers appelés «townships» soit dans des Bantoustans (ce qui est le cas pour 80% des Africains) qui représentent 13% de la superficie de l'Azanie.

Dans les bantoustans, la population noire est parquée et sert de réservoir de main d'œuvre. Les terres sont incultes, ce qui fait que la population ne vit que sur le salaire des hommes qui travaillent à l'extérieur. Mais pour travailler dans les villes on doit avoir un contrat d'un an, renouvelable tous les ans. On n'a pas le droit d'emmener sa famille. Les hommes qui travaillent ne voient leur famille que deux mois par an. Ils ont un salaire de 50 F par semaine.

Plusieurs meetings sont organisés avec le représentant du PAC en Europe :

- Le mardi 20 novembre à Paris, à 20 h, salle de l'AGECA ;
- Le 22 novembre à Montpellier ;
- Le 23 à Aix-en-Provence.

● Afghanistan : 12 000 morts dans les prisons

D'après la publication officielle des listes des prisonniers politiques morts dans les prisons depuis le coup d'Etat pro-soviétique de Taraki, il y a 18 mois : 12 000 personnes sont mortes en détention au cours de cette période. La différence entre le nombre de détenus politiques qui devaient bénéficier d'une amnistie en septembre dernier et ceux qui sont réellement sortis de prison se retrouve dans ce chiffre de 12 000 personnes mortes en détention.

● La RDA renforce son intervention dans la Corne de l'Afrique

Après avoir effectué des visites au Sud-Yemen et en Ethiopie, le secrétaire général du parti est-allemand SED, emporte dans ses bagages deux traités d'amitié avec ces pays comprenant tous les deux une clause militaire renforçant son intervention dans la région. La RDA s'est spécialisée dans l'encadrement des partis au pouvoir au Sud-Yemen et en Ethiopie et dans celui de leur police politique. Apportant ainsi sa logistique là où l'URSS déploie sa puissance militaire.

► *Qu'est-ce que le système des «pass-book» ?*

Chaque Africain a un «pass» et il n'a pas le droit de résider dans une ville. Sur le «pass» est inscrit l'endroit où il travaille, où il réside (le bantoustan), sa tribu, etc... Chaque mois, il doit être signé par l'employeur pour prouver qu'il travaille. Si, lors d'un contrôle, il manque une signature de l'employeur, c'est l'arrestation immédiate. Il est obligatoire de l'avoir toujours sur soi. En 1978, 260 000 Africains ont été arrêtés parce qu'ils n'étaient pas en règle. Le pass-book est symbole d'oppression, tout le peuple le hait. Il considère que c'est un moyen de l'humilier.

► *Peux-tu donner d'autres éléments concrets de ségrégation ?*

Dans l'enseignement, il y a un budget par élève, plus élevé pour les Blancs que pour les Africains. Pour les blancs, l'école est gratuite et obligatoire. Pour les Africains, les écoles sont laissées à l'abandon, dans des condi-

tions déplorables.

Les Africains reçoivent une éducation bantoue, différentes des blancs et de niveau très inférieur. Le taux de scolarisation est également très inférieur.

Dans les transports scolaires et le sport par exemple, il y a une ségrégation. Africains et blancs sont transportés séparément et pour les Africains, le service est très inférieur.

Les logements dans les ghettos, près des villes, sont déplorables. Il y a jusqu'à trois familles dans un logement de quatre pièces, seulement 1% de la population a des conditions décentes. Tout cela favorise le taux de criminalité. Le chômage est très important : deux millions de chômeurs sur huit millions de travailleurs africains actifs.

Il y a 4,3 millions de blancs, qui occupent 87% du territoire et 23 millions d'Africains sur les 13% restant.

► *Quelles sont les conditions de travail ?*

Sur les huit millions de travailleurs africains, 6,5% sont dans les bantoustans et 1,5% dans les «townships».

Les Africains n'ont pas le droit de se syndiquer, donc de faire grève et peuvent être arrêtés pour cette raison. C'est seulement depuis octobre qu'il y a certains droits syndicaux. Cette nouvelle législation est montée en épingle par la presse bourgeoise occidentale, alors qu'il s'agit d'une très faible amélioration. Pour la création d'un syndicat, il y a certaines conditions créées par le ministre du travail et c'est lui qui peut arbitrairement dire si oui ou non il peut être créé. Il a un pouvoir énorme. De plus, il faut habiter dans les ghettos urbains (townships) ; ça ne concerne donc qu'une minorité de 1,5 million d'Africains ; bien que certaines catégories dans les bantoustans le peuvent.

Ces conditions draconiennes ne sont pas appliquées pour les blancs.

Beaucoup de syndicats noirs n'ont pas déposé leurs statuts pour ne pas être prisonniers de cette législation. Ils sont donc illégaux.

Le rapport de salaire entre noirs et blancs est de un à cinq. Ce sont les capitalistes monopolistes qui bénéficient de ces lois sur le travail et ils peuvent

faire des surprofits sur les salaires qui sont extrêmement bas. Un autre moyen, c'est qu'avec le contrat d'un an, les ouvriers noirs restent toujours au même salaire et ne peuvent pas avoir de promotion.

Les capitalistes étrangers bénéficient aussi de cette législation et les multinationales, surtout françaises, anglaises et américaines renforcent le gouvernement sud-africain en continuant d'investir.

► *Où en est le mouvement de libération nationale ?*

Les moyens pacifiques n'ont pas été efficaces (pétitions, boycott...) depuis 1912, il n'y a aucun résultat.

Dans les manifestations de Sharpeville, en 1960, qui faisaient campagne contre les «pass-book», des manifestants ont été tués par la police. C'est à ce moment que le PAC a été interdit. Il n'y avait plus d'activité légale possible et nous avons décidé d'engager la lutte armée.

Entre 1960 et 1963, période de préparation de la lutte armée, 30 000 militants ont été arrêtés, 10 000 d'entre eux ont été condamnés de trois ans à la prison à vie (80% d'entre eux étaient militants du PAC) et 93 ont été exécutés.

Malgré la répression, la mobilisation des opprimés contre les oppresseurs a continué. Pendant cette période, il y a eu l'apparition d'autres mouvements, tel le «*Mouvement de la conscience noire*» qui a fait beaucoup pour la prise de conscience des masses. D'ailleurs, 18 organisations qui lui étaient affiliées ont été interdites l'an dernier. La répression s'est aggravée : depuis 1963, cinquante personnes ont été assassinées par le régime raciste.

C'est depuis 1978 que le PAC a engagé la lutte armée. Le ministre de l'Intérieur a reconnu qu'il était difficile de lutter contre le PAC à partir du moment où il a engagé la guérilla qui part des zones rurales.

Nous continuerons et cela devra déboucher sur une insurrection plus vaste.

Iran

Controverses au sein du Conseil de la révolution sur le règlement de la crise avec les USA

En plus des 3 personnes libérées lundi matin par les étudiants qui occupent l'ambassade américaine à Téhéran, 10 autres l'ont été ce mardi matin. Il s'agit de 4 femmes et de 6 hommes de race noire. Khomeiny a confirmé que, parmi ceux qui sont toujours retenus prisonniers, les gens reconnus coupables d'espionnage seront traduits devant les tribunaux. Pour sa part le gouvernement américain commence à expulser certains étudiants iraniens. Réunis en conférence à Tunis, les ministres arabes des Affaires étrangères ont examiné la situation résultant de la crise américano-iranienne, ils auront à se prononcer dans les jours à venir sur une résolution proposée par la Libye, condamnant le gel des avoirs iraniens par les Etats-Unis.



Les trois personnes libérées lundi

Faisant suite aux précédentes mesures de rétorsion prises jusqu'à présent dans le domaine économique par les Etats-Unis : suspension des livraisons de matériel militaire, arrêt des importations de pétrole iranien, blocage des avoirs gouvernementaux iraniens aux Etats-Unis et dans les filiales des banques américaines à l'étranger. Les services d'immigration américains ont commencé à procéder à des expulsions d'étudiants iraniens. Plusieurs centaines d'étudiants iraniens ont été avertis qu'ils pouvaient être expulsés. 4400 autres iraniens doivent quitter les Etats-Unis avant 30 jours. D'autre part, les Etats-Unis s'approprient à renvoyer en Iran, les pilotes iraniens en stage de formation. Répliquant à ces mesures, le gouvernement iranien a décidé de porter devant la cour internationale de La Haye le problème des possessions et investissements du Shah dans le monde.

Les propositions du ministre iranien des affaires étrangères d'exiger le paiement des exportations de pétrole dans d'autres monnaies que le dollar n'a pas encore été adopté par le Conseil de la révolution.

Certaines contradictions seraient apparues au sein

même du Conseil de la révolution, jugeant cette mesure inopportune, l'ayatollah Behehti a confirmé les divergences. Ecarté du gouvernement et bien que sans portefeuille, Bazargan siège toujours au Conseil de la révolution dont la composition a été rendue publique. Il s'en est pris violemment aux positions radicales qui semblent dominer aujourd'hui.

L'affrontement actuel entre l'Iran et les Etats-Unis a été l'objet de discussions à la conférence des ministres arabes des Affaires étrangères à Tunis. Tout en dénonçant la décision américaine de bloquer les fonds iraniens, l'Arabie Saoudite et le Koweït se sont montrés inquiets des conséquences qu'aurait l'exigence de l'Iran de refuser tout paiement de son pétrole en dollars. La Libye, comme l'Arabie Saoudite, a affirmé que son pétrole «ne remplacera pas le pétrole iranien» et a dit que l'ensemble des Etats arabes «doivent soutenir de toutes leurs forces la jeune révolution iranienne». Ce problème devra être discuté lors de la prochaine réunion de l'OPEP à Caracas.

Frank ROUSSEL

S'arrêtant sur la méthode utilisée à Téhéran : prise d'otages — sur laquelle on peut émettre des réserves — l'ensemble de la presse occidentale et parmi elle la presse française, s'émeut du sort des diplomates américains. Pèserait-il donc plus lourd que la vie des 62 000 iraniens qui sont morts et des 100 000 blessés, victimes de l'armée du Shah, encadrée par les Etats-Unis ? La situation actuelle pose également des questions sur les changements survenus dans le pays. Si le recul de l'impérialisme américain est indéniable, jusqu'à quel point ? Qu'en est-il des transformations internes de la société iranienne ? Qui gouverne actuellement en Iran ? En s'appuyant sur quelles classes et couches sociales ? Sans prétendre apporter de réponses définitives, nous avons cherché à voir plus clair dans la situation complexe qui prévaut actuellement en Iran. Le témoignage de Paul Vieille, économiste qui revient d'Iran, co-auteur du livre *Pétrole et violence* avec Bani-Sadr nous a semblé, par les éléments concrets qu'il apporte, intéressant à publier. Il a rencontré les principaux dirigeants iraniens, a visité des usines, s'est rendu dans les faubourgs de Téhéran, chez les ouvriers du bâtiment, les petits marchands, les artisans, et a discuté avec les paysans de nombreuses régions d'Iran.

► *Comment interprétez-vous l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, s'agit-il d'un mouvement uniquement spontané ? Comment faut-il rapporter cet événement à la situation intérieure de l'Iran ?*

L'occupation de l'ambassade des Etats-Unis est avant tout un mouvement spontané. De même, il y a trois semaines, les chômeurs et les étudiants avaient occupé les hôtels vides de la capitale. Les gens se disent : la révolution est en panne. Aux dirigeants iraniens qui m'interrogeaient à la fin de mon séjour, j'ai dit que j'avais constaté une vague révolutionnaire absolument extraordinaire dans le pays, mais qu'elle restait inutilisée. Cette vague révolutionnaire s'est exprimée dans l'occupation de l'ambassade. Cela démarre ainsi, mais comment faire machine arrière ? Dans la culture iranienne, il y a constamment cette politique du pire, le refus de tout compromis : mieux vaut mourir que céder. Etait-ce une bonne cible ? Je ne pense pas.

► *Que représente dans ce contexte la démission du Premier ministre Bazargan ?*

La démission de Bazargan est vraiment liée au mouvement populaire. Le mouvement populaire a devancé les changements qui se préparaient. Bani Sadr m'a raconté qu'un jour à Yazd, il discutait avec les étudiants qui critiquaient l'orientation du régime ; ceux-ci étaient prêts à aller à 200 à Qom et à s'immoler par le feu si les choses ne changeaient pas. Ce qu'il y a d'encourageant, c'est que dans la mesure où les masses interviennent, cela peut changer les choses, cela peut permettre d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin. Il ne fait aucun doute qu'entre mes deux derniers passages en Iran : avril et octobre, le mouvement et les aspirations révolutionnaires du peuple se sont accrus de façon sensible. Au mois d'avril, les gens s'en remettaient aux Comités Khomeiny, les ouvriers étaient dans l'attente, maintenant ils s'expriment beaucoup plus, ils s'emparent des conseils d'usine, malgré les limites fixées par Bazargan. Le problème est que les gens ne sont pas organisés et que leur idéologie est très vague.

► *Où en sont les liens de dépendance de l'Iran, vis-à-vis de l'impérialisme américain en particulier ?*

Les importations en provenance des Etats-Unis sont très faibles actuellement, puisque l'essentiel en était constitué par les achats d'armement qui sont supprimés. L'Iran n'importe plus non plus de pièces d'automobiles. Sur le plan alimentaire, l'Iran reste vulnérable. Cependant, les structures de dépendances res-

Paul Vieille, économiste dit au *Quotidien du Peuple* ce qu'il a vu en Iran

OUI OU NON, L'IRAN COMPTERA-T-IL SUR SES PROPRES FORCES ?



Installations pétrolières à Abadan : l'Iran doit-il principalement compter sur les revenus de cette branche pour son développement ?

teront tant que l'Iran vivra uniquement de l'exportation de son pétrole et n'aura pas de production intérieure. Sur le plan pétrolier, la production a diminué de moitié, mais les prix ayant augmenté, les revenus restent les mêmes que sous le Shah. Selon Bani Sadr, le projet de Bazargan et celui de l'ancien président de la NIOC (Compagnie Nationale des pétroles iraniens), était de reconduire la société des pétroles et la place du pétrole dans l'économie comme auparavant. C'est-à-dire uniquement dirigée vers l'extérieur, utilisant les revenus du pétrole pour acheter des biens de consommation à l'étranger au lieu de construire une économie indépendante. Sous le Shah, les secteurs de l'industrie iranienne n'avaient aucun lien entre eux, tout était dirigé vers l'extérieur, Bazargan, c'était encore Mossadegh, dont le projet est celui de la bourgeoisie nationale. Au sein du Conseil de la Révolution, il y avait une très forte résistance à la remise en place de l'économie selon cette voie. Ce qui fait que Bazargan n'a rien fait, la production n'a pas redémarré.

Les projets de réorganisation de l'économie sur la base de l'agriculture ont été systématiquement bloqués par l'appareil. Le mois dernier il y a eu une conférence au ministère de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture était un propriétaire foncier, il a une exploitation de type capitaliste, qui doit faire plusieurs centaines d'hectares. A cette conférence étaient venus des représentants des paysans remettant en cause les liens avec l'impérialisme. Le ministre de l'Agriculture s'est opposé à eux ; pour lui, il n'était pas question de redistribuer la terre, il pouvait d'ailleurs s'appuyer sur certaines

déclarations de Khomeiny défendant la propriété. Il y a cette pression, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans les villes, les chômeurs sont nombreux, en particulier dans le bâtiment, car tous les grands chantiers ont été interrompus. Les entreprises n'ont pas toutes redémarré.

► *En quoi les projets économiques de Bazargan et de Bani Sadr s'opposent-ils ?*

Développer l'industrie à partir de l'agriculture, tel est le plan de Bani Sadr, contrairement à Bazargan en qui Khomeiny avait mis sa confiance jusqu'à maintenant. De la part de la hiérarchie religieuse et des commerçants de Bazar, il n'est pas question de sortir du mode de développement antérieur. Ces commerçants avaient l'habitude de travailler avec le marché mondial ; ils n'ont qu'un seul but : recommencer comme avant. La hiérarchie religieuse pour sa part, n'a jamais envisagé de remettre en cause la propriété, le capital etc... Il y a des contradictions extrêmement profondes, Bazargan était lié à la fois à cette hiérarchie religieuse et à la bourgeoisie intérieure du Bazar. Pour Bazargan et les gens de l'appareil, il fallait refaire appel aux multinationales.

► *Pouvez-vous essayer de nous préciser le projet de Bani Sadr ?*

Il s'agit de développer l'économie à partir de l'agriculture. En recyclant l'industrie vers une production de matériel agricole (tracteurs, pompes) de façon à obtenir un transfert de technologie. Le pétrole devra être utilisé par l'Iran pour son propre déve-

loppement industriel. La décentralisation vers les campagnes s'accompagne d'un effort de l'Etat pour accorder des subventions au niveau des cantons, afin de les doter des services nécessaires. En ce qui concerne la réforme agraire, un membre du Conseil de la Révolution me disait qu'il n'était pas question pour l'instant de toucher à la propriété, mais de distribuer des terres vierges aux paysans. Dans l'immédiat, il va falloir verser des revenus à un certain nombre de chômeurs, de paysans de retour à la campagne etc... Cette période de transition est très dangereuse, car elle risque de mettre en branle des mêmes mécanismes de dépendance qu'autrefois.

► *Quelle est la situation de la classe ouvrière aujourd'hui en Iran ?*

Les ouvriers qui ont du travail ne sont pas mécontents, les salaires ont été multipliés par deux et demi depuis la chute du Shah. L'inflation, bien qu'importante, n'a pas rongé leur pouvoir d'achat. Ces gens-là sont pour le régime, c'est leur révolution, ils sont attachés à Khomeiny. Les chômeurs, par contre, sont très mécontents. Il sera fort possible de distribuer régulièrement 7 milliards de rials aux chômeurs (1 milliard de dollars), ce qui ne représenterait qu'une faible partie de la rente pétrolière. Mais cela n'est pas suffisant, car les spécialistes du bâtiment (cimentiers, coffreurs, électriciens, plombiers), qui sont nombreux à être au chômage à Téhéran, gagnaient plus de 700 tomans par mois (le montant de l'allocation-chômage). Ils protestent, mais en même temps, si on attaque la révolution, ils se retrouvent du

CE QUE NOUS DECLARAIT BANI SADR IL Y A UN AN A PROPOS DE L'INDUSTRIE

L'industrie iranienne n'est qu'un appareil de drainage des ressources vers l'extérieur. On n'a pas fait en Iran une économie pour diminuer les besoins vis-à-vis de l'extérieur mais, une économie qui augmente ces besoins.

Et comme d'ici 20 ans, nos réserves de pétrole seront épuisées, il faudra obtenir les devises par les exportations non pétrolières, en multipliant celles-ci considérablement. Mais, par quel miracle peut-on le faire ?

J'ai réalisé une étude sur le plan iranien : toutes les branches existantes de l'industrie iranienne, par exemple la pétrochimie, font partie de multinationales et sont dépendantes de circuits mondiaux. La pétrochimie produit pour le circuit mondial mais n'a aucun rapport avec notre économie. Les industries développées l'ont été de telle sorte qu'il n'y a entre elles aucun rapport de complémentarité, donc il faut multiplier les importations.

côté de Khomeiny ; ils emploient constamment le terme « notre révolution », nos 600 000 morts, alors que dans le nord de Téhéran (quartier bourgeois), on parle de « la révolution », « les morts ». Cette identification symbolique du peuple à la révolution, on ne la leur arrachera pas de l'esprit aussi facilement.

► *Quelle politique a été suivie jusqu'à maintenant dans le domaine de l'agriculture ?*

Les responsables de l'agriculture disent : jusqu'à maintenant, rien n'a été fait, mais maintenant on va s'y mettre. Il y a quinze jours en Iran, on me disait : « Attendez que les élections aient lieu et quand il y aura un nouveau gouvernement, on va appliquer une réforme agraire ». Depuis la révolution, le prix du blé a été augmenté, les possibilités de gain en ville ont diminué. Les gens se sont dit qu'il y a un avenir dans l'agriculture, et il y a un retour à la campagne. La question essentielle est à mon sens de savoir comment on va mobiliser les gens des villes pour qu'ils retournent à la campagne. D'anciens paysans émigrés dans les villes sont prêts à retourner à la campagne si on leur donne des terres. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de politique agraire de grande envergure, on a dit aux citadins de retourner à la campagne mais sans leur en donner les moyens. Il faut remettre les qanats en route, il faut peut-être monter une agriculture sèche plutôt qu'une agriculture irriguée. Rien n'a été fait sur ce plan-là.

► *Quelle est l'attitude de Khomeiny par rapport aux réformes à entreprendre ?*

Khomeiny est pris entre deux choses : entre le peuple iranien qui a impulsé la révolution, tous ces jeunes qui ont fait cette révolution, qui sont sans emploi, sans avenir et l'église chiite elle-même qui est réactionnaire dans sa hiérarchie, qui pense l'Iran et en parle, non comme il y a 25 ans, mais comme il y a 100 ans. Khomeiny joue constamment entre ces deux courants car dans la mesure où il s'identifie au peuple iranien comme à un tout, son objectif principal est de ne pas rompre cette unité de la communauté. Khomeiny déclare des choses très différentes selon qu'il se trouve en présence de jeunes gens aux aspirations révolutionnaires auquel cas il tient un discours révolutionnaire — ou qu'il se trouve en présence de mollahs — auquel cas il tient alors des propos relativement réactionnaires. Il a été contre la « révolution blanche » du Shah en

1963. La transformation du statut de la terre et du statut de la femme ont été pour beaucoup dans sa révolte d'alors. Mais aujourd'hui, sur le problème de la terre, il ne soutient plus les propriétaires fonciers. Il soutient la propriété mais sans spécifier, dans des termes interprétables de diverses façons.

CE QUE NOUS DECLARAIT IL Y A UN AN, BANI SADR A PROPOS DE LA REVOLUTION BLANCHE

Le Shah a subventionné non pas les produits nationaux, vivriers, dont la disparition partielle a accompagné la disparition des canaux, mais, les importations telles que le blé américain, tandis que les prix à la production, eux, n'étaient pas soutenus, avec toutes les conséquences que cela a sur les revenus des paysans pauvres. Par ces mécanismes, par le mythe de l'industrialisation, par la politique de son ministre de l'Agriculture qui voulait faire de 60 000 villages iraniens, 10 000 centres agro-industriels (de nombreux villages ont été détruits pour faire ces centres, mais, rien n'a été reconstruit à la place), le Shah a encouragé la destruction de l'agriculture.

► *Quelles sont les limites des réformes annoncées, où domine l'idéologie islamique, qui refuse la notion de lutte des classes.*

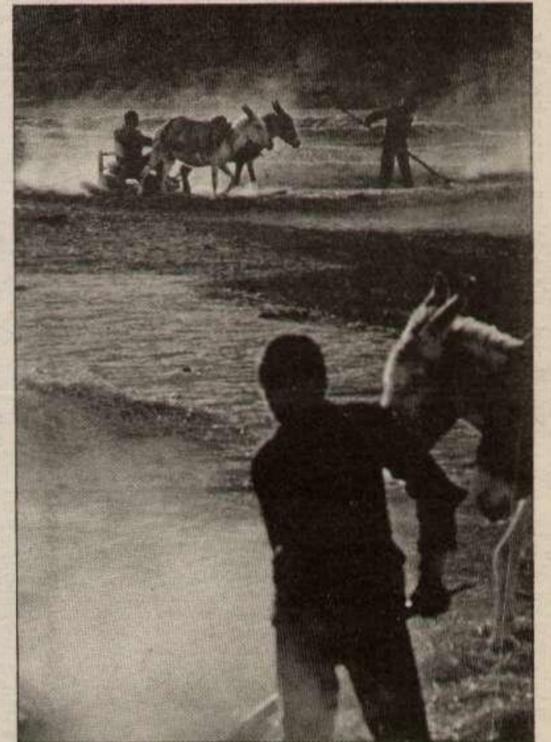
Pour l'instant, la petite bourgeoisie domine en Iran. La classe ouvrière travaille dans des usines qui sont liées à l'impérialisme, son pouvoir est limité par son rôle secondaire dans l'économie. Ce refus de reconnaître l'existence des classes sociales, ce refus de s'appuyer sur la classe ouvrière, de la part de la hiérarchie religieuse, pose des problèmes. Elle ne peut mobiliser les masses pour un autre projet. Les ouvriers réclament qu'on remette les usines en marche, il ne suffit pas de leur dire : il faut retourner à la campagne. Il faut les mo-

biliser, mais en s'appuyant sur quelle classe sociale ?

Pour l'instant, les masses ne sont pas représentées. L'Eglise espère rester le représentant du peuple. En travestissant l'idéologie khomeyniste, on pourrait déboucher sur un certain populisme. Constamment, il y a débordement de langage de la part des dirigeants religieux, c'est de la démagogie dans une culture qui est très profondément manichéiste : il y a le bien et le mal. Je pense qu'on est à un tournant, la situation peut aller vers le populisme ou vers une tentative socialiste « à l'iranienne ». Là où je suis optimiste, c'est qu'il y a un socialisme qui a commencé à se développer dans les masses, à partir de l'islam et en parlant le langage du peuple ; cela, on ne l'arrêtera pas, c'est quelque chose qui est définitif et cela se développe ; pour moi, c'est le grand espoir.

► *Est-ce que l'idéologie religieuse joue encore ce rôle de ciment idéologique entre les classes ?*

Il n'est pas évident qu'il suffise de dire aux gens : retournez à la campagne, au nom de l'islam, pour qu'ils le fassent. La question du pouvoir se pose chez les travailleurs : « A qui appartiennent les usines ? » « On ne va pas travailler pour les gens du Bazar » sont des réflexions qui reviennent souvent. 80 % de l'industrie est maintenant nationalisée, mais ce statut de l'entreprise ne veut rien dire, si les administrateurs des entreprises appartiennent à la bourgeoisie liée de fait avec l'étranger. Les nationalisations signifient que les entreprises sont passées sous la direction de la fondation Allahvi (qui remplace la fondation Pahlavi), gouvernée par les grands commerçants du Bazar, qui vont faire tourner l'économie à leur profit. La fondation Allahvi est dirigée par un comité de direction composé à la fois de mollahs et de grands commerçants. Le problème de l'économie iranienne est d'organiser son propre développement dans le cadre national. Faut-il fermer certaines usines ? Que produire ? Ces questions ne sont pas posées par les entrepreneurs du Bazar. Maintenant, si un nouveau courant prend la direction du pays, les choses peuvent



Comment organiser le redémarrage de l'agriculture ?

changer. Le problème réside dans la faiblesse organisationnelle de ce courant. Cela suppose également un tournant de la part de Khomeiny ; il faut qu'il s'appuie sur un certain nombre de gens qui jusqu'à maintenant étaient tenus à l'écart. Bani Sadr est très isolé, son courant n'a pas su tisser des liens avec l'intelligentsia, ni avec une organisation populaire.

► *Quelle est la situation du point de vue du respect des libertés démocratiques aujourd'hui en Iran ?*

D'abord, il faut reconnaître qu'il y a une certaine censure ; les étudiants, notamment, ont manifesté contre la censure à la radio. Il y a un certain climat d'oppression morale qui ne

s'exerce pas seulement sur les intellectuels mais aussi sur les ouvriers. Mais dans la mesure où les gens en sont conscients et protestent, cela a un effet sur la hiérarchie religieuse. Les séances de flagellation ont causé un tollé général dans le peuple iranien lui-même, la hiérarchie religieuse l'a compris. Elle tend à mettre un frein à ces pratiques. Ceci dit, on parle tout à fait librement aujourd'hui en Iran. En ce qui concerne la liberté de la presse, elle n'est pas respectée aujourd'hui. Mais les critiques peuvent s'exprimer sous une certaine forme. Un jour, Bani Sadr a fait une conférence dans une mosquée ; les gens ont posé une série de questions qui sont parues dans son journal ; c'était une remise en cause de toute la politique suivie par le gouvernement, une violente critique. Dans la rue, les gens s'expriment avec une totale liberté. Par rapport à l'ancien régime, c'est le jour et la nuit. Autrefois, jamais on ne pouvait parler aussi facilement aux gens.

► *La démission de Bazargan aura-t-elle des conséquences sur la résolution de la question kurde ?*

Bazargan ne voulait pas discuter d'un nouveau statut pour les minorités nationales, il a enterré la tentative de négociation de Taleghani en mars dernier. Les responsables du gouvernement sont énormément dans cette affaire. Les affrontements au Kurdistan arrangeaient énormément les Américains qui gardaient ainsi un moyen de pression sur l'Iran par l'intermédiaire des ventes d'armement. D'un autre côté, les Kurdes ont l'habitude d'accueillir toute aide d'où qu'elle vienne : organisations d'extrême-gauche, anciens partisans du Shah, certains parlent même d'une aide de l'Irak, des services secrets israéliens, etc. Les Kurdes ont besoin de l'Iran, ils ne peuvent s'en passer.

Propos recueillis par Frank ROUSSEL

Reportage d'Antenne 2 lundi soir

LA REVOLTE DE NAPLOUSE ET LES INQUIETUDES DE WEIZMAN

Lundi soir, l'émission d'Antenne 2 «Question de temps» aurait dû passer une interview de Yasser Arafat. En fin de compte, la direction de la chaîne a annoncé qu'à la demande du dirigeant de l'OLP, cette interview avait été reportée. Mais, en choisissant de la «remplacer» par une interview de Weizman, ministre de la Défense de l'Etat sioniste, la direction de la télévision choisissait une fois de plus de donner la parole aux thèses sionistes qui n'ont que trop l'occasion d'apparaître dans la presse et leurs médias en France.

Cependant quelques mi-

nutes d'images rapportées des territoires palestiniens occupés depuis 1967 démontaient la propagande du ministre de Begin. A Naplouse, on voyait la ville paralysée par la grève générale contre l'arrestation du maire : toutes les boutiques fermées, l'armée d'occupation omniprésente. A l'intérieur de la mairie, de nombreuses femmes de Naplouse sont rassemblées dans une atmosphère très militante. Chantant des chants patriotiques palestiniens, elles font une grève de la faim en soutien au maire de Naplouse. Une des femmes déclare «si le maire sera expulsé, le mouvement sera encore plus fort, il y aura des manifestations dans toutes les villes». De

son côté, le maire de Bethleem déclare : «Si le gouvernement refuse d'obéir aux résolutions de l'ONU et à la volonté de l'opinion publique, il y aura des répercussions graves dans les territoires occupés».

Face à ces images de la révolte de Naplouse, Weizman, général et ministre de la Défense de l'Etat sioniste n'a fourni que des explications embarrassées et des justifications cyniques de l'occupation sioniste. Au sujet du maire de Naplouse, il a déclaré «S'il voulait rester maire de Naplouse, il ne fallait pas qu'il fasse de politique». Ce qui en dit long sur la conception de «l'autonomie» que les sionistes veulent imposer en Cisjorda-

nie ! Weizman - qu'on veut faire passer pour un «modéré» - a justifié sans vergogne la politique de colonisation des territoires occupés.

Cependant, le dirigeant sioniste s'est montré assez préoccupé de l'évolution de la situation d'Israël au niveau international. Il a violemment attaqué le gouvernement iranien et a regretté que les USA n'aient pas davantage soutenu le Shah. Il s'est également inquiété des progrès des positions de l'OLF en Europe. En ce qui concerne l'évolution des positions du gouvernement français, il a déclaré : «Nous sommes tristes de cette évolution, mais pleins d'espoirs»...

J.P.C.

DU PÉTROLE EN AQUITAINE

600 000 tonnes de pétrole seront produites d'ici 1982 par le gisement de Burosse-Vialer, situé à une trentaine de kilomètres au nord de Pau. Découvert il y a quelques mois, ce gisement commencera à débiter de 50 000 à 100 000 tonnes par an avant de prendre son rythme de croisière. D'après la direction de l'exploitation du groupe ELF-Aquitaine, la région de Burosse-Vialer recèle, en l'état actuel des prospections, des réserves voisines de 6 millions de tonnes. Dans une autre localité, à Cadillon, un puits en cours de forage pourrait produire, lui, près d'un million de tonnes par an, bien qu'il subsiste aujourd'hui pour ce gisement «un nombre considérable d'inconnues». La production future du puits de Cadillon serait donc l'équivalent de la production française actuelle, qui est proche de 1,3 million de tonnes. Le gisement de Burosse, au niveau de ses réserves, représente environ 17 % de la consommation française, celle-ci avoisinant les 105 millions de tonnes par an.

La découverte de nouveaux gisements de pétrole a été possible grâce aux

progrès réalisés sur les techniques de détection sismique. C'est ce qu'ont affirmé deux dirigeants de la société ELF-Aquitaine, en ajoutant que les recherches, à l'aide de la sismique, permettent également d'envisager la présence d'un «petit Lacq». En effet, si le gisement en gaz naturel de Lacq est en déclin, rien ne prouve aujourd'hui l'absence d'autres gisements de gaz naturel dans la région. Les découvertes qui viennent d'être réalisées devraient compenser le manque de production de Lacq pour produire 10 millions de tonnes d'équivalent pétrole sur le territoire français.

En ce qui concerne le pétrole en mer d'Iroise, les responsables d'ELF-Aquitaine ont estimé que les recherches ont abouti «à des résultats médiocres». Toutefois, il n'est pas envisagé d'abandonner la recherche au large des côtes de Bretagne, ELF considère qu'un examen complet de cette zone ne pourra être complet qu'après environ quatorze forages.

En mer de Gascogne, la recherche va être reprise bien que les résultats des forages ne soient pas positifs pour l'instant.

● A Tunis ouverture du 10^e sommet arabe

C'est ce mardi 20, que s'ouvre le 10^e sommet arabe. Il été préparé par une conférence ministérielle qui s'est tenue la semaine dernière à Tunis.

Le sommet doit, à la demande du gouvernement libanais, examiner le problème du Sud-Liban. De même, il doit étudier les derniers développements de la situation au Proche-Orient et de la cause Palestinienne, notamment depuis le sommet de Bagdad qui avait décidé du boycottage de l'Egypte. Parmi les autres questions qui seront abordées : les possibilités de réactivation du dialogue euro-arabe qui «ne doit pas être limité aux aspects économiques mais s'élargir aux problèmes politiques».

Sur les deux premières questions, la conférence préparatoire a adopté deux documents. En ce qui concerne le Liban, c'est un plan en sept points qui a été adopté. Il répond aux relations libano-palestiniennes, en même temps qu'il souligne la nécessité pour les pays arabes confrontés avec Israël de permettre à la Résistance palestinienne de mener ses opérations contre l'ennemi sioniste.

La conférence a décidé que la question de l'utilisation de l'arme du pétrole soit soumise au 10^e sommet. Elle a d'autre part esquissé les grandes lignes d'une stratégie arabe commune dans tous les domaines.

● Radios-libres d'Alsace : fin du brouillage ?

Les radios-libres d'Alsace ne seront plus brouillées : c'est ce que vient de décider le SURT-CFDT (Syndicat Unifié de la Radio-Télévision) à Strasbourg, majoritaire à Télé Diffusion de France (TDF). Cette décision du SURT permettra au personnel des stations de Mulhouse et de Rutange d'assurer seulement «des émissions définies dans le cadre du monopole de diffusion». Le SURT estime en effet qu'il n'est pas «du ressort de TDF de défendre son monopole par le brouillage, d'autant plus qu'il existe un arsenal législatif précis, que cela est du rôle de la police et de la justice...» Le communiqué du SURT-CFDT indique par ailleurs que les multiples radios-libres, notamment les radios telles RLCA, SOS-Emploi et Radio-Alsthom ont vu le jour devant «l'impossibilité de faire entendre suffisamment la voix des travailleurs».

Les radios-libres pourront donc émettre et se faire entendre plus facilement... Une nouvelle brèche dans le monopole...

Aiguilleurs du ciel :

SANCTIONS ET POURSUITE DU MOUVEMENT

Des mesures disciplinaires viennent d'être prises par le directeur de l'Aviation civile, M. Machenaud : quatre aiguilleurs de Bordeaux-Mérignac, dont deux syndicalistes CGT, étaient suspendus vendredi soir pour une durée indéterminée et huit aiguilleurs ont vu leur paie se rétrécir par une retenue de 8 jours de salaire. Après les menaces de Joël Le Theule, «il n'y a rien de négociable», c'est au tour des sanctions de tomber.

Les aiguilleurs du ciel, dans leur quatrième semaine de «grève du décollage» se heurtent également à d'autres mesures répressives : la direction de la Navigation aérienne a mis en place des tableaux de service permettant de connaître les contrôleurs responsables des autorisations à décoller. Ce contrôle vise à l'évidence à faire pleuvoir de nouvelles sanctions, suspensions ou retenues de salaire. Giscard s'est vu informer, de très près par les aiguilleurs eux-mêmes de leur mouvement : ils ont transmis samedi un message radio à l'avion qui raccompagnait Giscard à Paris.

Les contrôleurs aériens devraient décider lundi après-midi de leur mouvement : au centre d'Athis-Mons, les aiguilleurs ont

décidé de reconduire leur mouvement jusqu'à vendredi. La «grève du décollage» doit reprendre ce mardi à 14 H, sauf si «des propositions concrètes sont faites à l'Intersyndicale». La porte est donc laissée ouverte à d'éventuelles négociations.

Dans les autres centres régionaux, ceux de Brest, Lyon, Aix et Bordeaux, les contrôleurs ont décidé de reconduire sous sa forme actuelle leur mouvement. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement et de l'Aviation Civile.

THOMSON- CSF

Les syndicats CGT et CFDT du groupe Thomson - CSF appellent les travailleurs du groupe à manifester jeudi matin à Paris, de la Madeleine au siège de l'entreprise. Ce mot d'ordre s'inscrit dans le cadre de la journée nationale de lutte des salariés du groupe Thomson-CSF.

Depuis plus de deux mois, la lutte se mène dans 21 usines Thomson-CSF pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.

UN GONCOURT SANS SURPRISE

Une fois de plus, le Goncourt a été décerné sans surprise à une grande maison d'édition : Grasset. «Les chances que le lauréat soit choisi en dehors de Gallimard, Le Seuil et Grasset sont pratiquement nulles» expliquait récemment dans le Monde Bernard Clavel, ancien juré de Goncourt.

Et si, après une rude bataille, Gallimard a battu l'an dernier Grasset, c'était à charge de revanche.

Le jury Goncourt est composé de 10 écrivains, chacun défendant souvent sa propre maison d'édition, car «le temps n'est plus, comme le dit B. Clavel, où Dorgelès ne votait pas pour Albin Michel parce que c'était son éditeur».

D'autre part, ces jurés subissent certaines pressions où, si cela ne suffit pas, des propositions alléchantes : tel éditeur désirent s'approprier la voix de tel juré peut lui proposer, par exemple, de rééditer telle œuvre de lui qui n'a pas bien marché...

Car si l'attribution du Goncourt rapporte en fait peu de choses à l'écrivain, par rapport à l'éditeur, c'est une mine pour ce dernier qui voit son chiffre de vente augmenter en très peu de temps : il peut sans crainte tirer à 300 000 exemplaires avec la certitude de vendre.

Voilà, c'est fait, après l'avoir frôlé il y a deux ans, la canadienne Antonine Maillet vient d'obtenir le Goncourt pour son roman *Pélagie-la-Charette*. Antonine Maillet a déclaré qu'«au nom de mon ancêtre Antoine Maillet, je suis ravie pour mon pays et pour moi-même». C'est la première fois qu'un auteur acadien reçoit un prix français. Il est vrai que la littérature canadienne francophone semble ces temps-ci représentée par un courant assez important.

Le roman d'Antonine Maillet a de grandes qualités ; mais son plus grand charme, c'est son langage, le parler acadien (vieux français du 16^e siècle).

L'histoire de cette Pélagie-la-charrette (Cf la rubrique *A livres ouverts* du QdP du 29 septembre) est une tranche de vie de l'histoire méconnue du peuple acadien.

Faux roman historique, il retrace à l'aide d'éléments véridiques le retour au Canada des Acadiens exilés aux Etats-Unis par les Anglais. Pélagie va regrouper autour d'elle et de son chariot un peu mythique, tous les acadiens dispersés qui ne pensent qu'à une chose : retrouver leurs racines et leur culture.